

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

Communalisation de la Chasse

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 14 Décembre 1908, à 1 h. 1/2

PAR

Louis WAUTHIER

Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. SOUCHON, Professeur

Suffragants : MM. DESCHAMPS, Professeur

TRUCHY, Professeur

PARIS

HENRI JOUVE, ÉDITEUR

15, RUE RACINE, 15

—
1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA

Communalisation de la Chasse

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 14 Décembre 1908, à 1 h. 1/2

PAR

Louis WAUTHIER

Avocat à la Cour d'Appel



Président : M. SOUCHON, Professeur
Suffragants : MM. DESCHAMPS, Professeur
TRUCHY, Professeur

PARIS

HENRI JOUVE, ÉDITEUR

15, RUE RACINE, 15

—
1908

Première Partie

LA RECONSTITUTION DE LA CHASSE
EN FRANCE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Communalisation de la Chasse

CHAPITRE PREMIER

ÉTAT DÉPLORABLE DE LA CHASSE EN FRANCE
IMPORTANCE DE LA QUESTION. — LES INTÉRÊTS EN JEU

Pendant longtemps en France, les ministres chargés de la réglementation de la chasse avaient laissé les chasseurs dormir en paix et les braconniers vaquer tranquillement à leurs affaires, quand, vers l'an de grâce 1903, survint un ministre de l'agriculture nommé M. Mougeot, lequel s'avisa que la chasse souffrait peut-être de l'inertie des premiers et de l'activité des seconds.

L'état de dépeuplement de nos cantons français lui

inspira une inquiétude trop légitimement partagée par tous ceux qui s'intéressent au sort de la chasse en France.

C'est malheureusement un fait incontestable, la pénurie de gibier augmente chez nous de jour en jour. Traqués impitoyablement par un nombre de chasseurs qui augmente chaque année, et dont l'imprévoyance ne trouve pas de frein dans une loi trop douce et trop insouciamment appliquée, le lièvre et le chevreuil dans nos forêts, la perdrix, la caille et le lièvre en plaine tendent de plus en plus à disparaître.

Déjà certaines espèces de gibier ne se voient plus dans notre pays, d'autres n'existeront bientôt plus. C'est même chose faite dans certaines régions du Midi, où nos malheureux nemrods pourraient racrocher définitivement leur fusil, sans la ressource suprême du gibier de passage.

Et la tache d'huile s'étend, ce triste état de chose empire de jour en jour (1).

*
* *

Nombreux ont été les cris d'alarme poussés par les

1. A titre d'exemple : la location de la chasse dans les domaines de l'Etat a produit 2.042.900 francs en 1899. En 1904 le chiffre tombe à 1.610.900 francs.

voix plus autorisées, soit dans des documents officiels, soit dans les revues et journaux spéciaux.

Les statistiques sont nombreuses qui nous montrent cette progressive décadence.

Avant 1870, la France produit annuellement pour 120 millions de gibier, vers 1882 ce chiffre tombe en dessous de 80 millions, aujourd'hui il est encore descendu plus bas (1).

Parallèlement nous voyons augmenter, d'année en année, le tribut que nous payons aux nations étrangères. C'est actuellement une somme de près de 20 millions de francs qui passe tous les ans nos frontières en paiement de ces importations (2).

Voilà où nous en sommes arrivés en France, dans un pays merveilleusement doué pour la chasse, où la grande variété et la richesse de ses cultures, ses forêts, ses plaines et ses coteaux bien répartis, la grande étendue de ses côtes et l'heureuse distribution de ses cours d'eau constituaient une véritable situation privilégiée.

*
* *

Cette question de la disparition de la chasse est

1. 50 millions seulement, quoique la valeur du gibier ait quadruplé. Rapport de M. Labitte au Sénat. *Journal officiel* du 27 octobre 1883.

2. Circulaire du ministre de l'Agriculture du 15 janvier 1903.

beaucoup plus importante qu'elle ne le semble à première vue (1).

Certes, ce serait là, la disparition regrettable d'un exercice sain et hygiénique, parfois même utile pour assurer ou maintenir la vigueur et la souplesse de notre race et combattre les ravages de l'alcoolisme ; ce serait aussi l'augmentation du tribut des importations étrangères, mais ce serait surtout, au point de vue économique la ruine d'intérêts fort importants.

L'Etat et la commune, tout d'abord, seraient les premiers à pâtir de cette disparition.

Le nombre des porteurs de permis est actuellement de 535. 000, et, depuis trois ans, augmente chaque année régulièrement par bonds de vingt-cinq mille permis (2).

Un tel nombre de chasseurs ne va pas sans consommer de considérables quantités de poudres qui laissent à l'Etat un double bénéfice de commerce et d'imposition. Puis ce serait le produit des locations, des taxes sur les chiens dont ces divers budgets se trouvaient diminués.

1. Lire à ce sujet l'intéressant rapport de M. Coutard au Congrès de la chasse sur *« l'importance de la chasse au point de vue des ressources qu'elle procure à divers budgets »* et auquel nous avons emprunté le tableau publié à la fin de ce chapitre.

2. Discours de M. Ruau à l'ouverture du Congrès de la Chasse.

D'où nécessité d'établir en compensation de nouveaux impôts, lesquels pèseraient plus lourdement sur le contribuable, car il ne faut pas oublier que les charges de la chasse étant volontaires, sont, par cela même, malgré leur importance, légères à supporter (1).

*
* *

Considérons, d'autre part, quelle atteinte serait portée aux commerces, aux industries, aux professions et aux métiers qui vivent et profitent de la chasse dans une large mesure.

Sait-on que la chasse entraîne un mouvement d'affaires que certains ont pu évaluer jusqu'à 1 milliard par an, et que M. Ruau, ministre de l'Agriculture, dans son discours d'ouverture au Congrès de la Chasse du mois de mai dernier fixe au chiffre encore respectable de 500 millions (2).

Ce sont les fabricants d'armes, de munitions, d'équipement et d'habillements de chasse ; ce sont les

1. D'une façon globale la chasse rapporte à l'Etat plus de 50 millions par an. (Disc. Ruau au Congrès de la Ch.)

2. A titre d'exemple, le nombre des chiens de chasse est évalué à 829.000 environ. Leur nourriture minimum coûte 5 à 6 francs par mois, soit 72 francs par an, ce qui donne rien que pour l'entretien des chiens de chasse un total de plus de 59 millions (Extrait du « rapport sur le mouvement commercial né de la chasse » par M. A. de Lesse au Congrès.)

éleveurs de gibier, marchands de chiens, gardes-chasses, rabatteurs ; ce sont les industries des transports tant chemins de fer que voituriers ; ce sont les hôteliers et aubergistes, qui n'ont pas de meilleure clientèle que les disciples de Saint-Hubert ; c'est en résumé plus de 200.000 mille ouvriers et artisans, que fait vivre ce sport qu'on a représenté comme ne profitant qu'à quelques-uns.

Un tel état de chose et la crainte de pareilles conséquences ne pouvait laisser plus longtemps indifférents les pouvoirs publics.

Entrée du gibier aux Halles de Paris

Saisons de chasse 1906-1907 et 1907-1908 comparées entre elles

ANNÉES — Saisons de chasse	Alouettes	Gailles	Cops de bruyère	Cerfs, daims, chevreaux	Faisans	Grives et Merles	Lapins de garenne	Lièvres français	Lièvres étrangers	Perdreaux français	Perdreaux étrangers	Sangliers
Saisons { 1906-1907 .	1.233.158	227.558	715	7.640	136.221	285.597	519.438	81.328	99.208	358.925	159.361	685
{ 1907-1908 .	573.720	211.472	1.175	6.868	133.243	85.845	403.404	81.704	101.466	276.551	138.341	315
Différence { En plus... { pour { 1907-1908 { En moins..	659.438	16.086	460	772	2.978	199.752	116.034	376	2.258	82.374	21.020	370

Observations. — Ce tableau, communiqué par M. Albert Hocquart, inspecteur principal des ventes en gros aux Halles, présente une diminution notable de l'entrée de gibier aux Halles. Comme les Halles de Paris sont un véritable thermomètre à maxima et à minima correspondant au chiffre effectif du gibier, on doit conclure de l'examen de ce tableau que le stock gibier vivant a diminué, sauf le lièvre, et que les mesures reconstitutives de la chasse sont des plus urgentes.

*Extrait du Rapport de M. COUTARD, au Congrès de la Chasse
Séance du 16 Mai 1906.*

Énumération et évaluation par services des diverses recettes budgétaires encaissées par l'Etat, les départements et les communes du fait de la chasse et des consommations qu'elle développe.

SERVICES DE PERCEPTION et DÉTAIL DES PRODUITS	DONNÉES résultant de documents ou de calculs	ÉVALUATION DES PRODUITS pour			OBSERVATIONS
		l'Etat	les départements	les communes	
Régie de l'Enregistrement					
Formules de Permis.....	14.990.696	9.636.876	néant	5.353.820	
Timbre de dimension.....	318.751	(a)			(a)
Timbre de 0 fr. 10, 0 fr. 25 proportionnels. Récépissés de chemins de fer, etc., etc..	..	1.000.000	néant	néant	Évaluation hypothétique.
Location de Domaine.....	1.639.200	1.639.200	néant	(b) 1.400.000	(b)
Confiscations, autres produits domaniaux.....	néant	mémoire	»	»	Biens soumis au régime forestier seul.
Enregistrement de baux.....	..	(a)			(a)
Des G. V., actes de mutation.	..	500.000	»	»	Comme ci-dessus.
Des jugements, etc., etc.....	..				
Régie des Contributions directes		(c)	(c)	(c)	(c)
Impôt Foncier (bâti)	..	mémoire	centimes p. mémoire	centimes p. mémoire	En l'absence de toute indication on a préféré ne porter ici aucun chiffre.
		(c)	(c)	(c)	
Personnelle, mobil., patentes.	..	mémoire	centimes	centimes	
Chevaux et voitures.....	220.000	220.000	p. mémoire	p. mémoire	
Taxes sur les chiens.....	4.356.000	»	»	4.356.000	
Prestations.....	..	»	»	220.000	
Contributions indirectes					
Accroissement gén. d. produits.	..	mémoire	néant	néant	
Ventes de poudres de chasse..	7.874.989	6.900.000			
Droits d'octroi.....	2.886.000	néant	néant	3.000.000	
Timbres et expéditions.....	..	mémoire	»	»	
Douanes					
Droits de douanes sur les armes	232.527	(a)			(a)
— sur le gibier.....	358.087	1.000.000	»	»	Comme ci-dessus.
— sur autres produits.	..				
Chemins de fer					
Impôts perçus par eux sur les transports G. V. de chasseurs et chiens.....	évaluation	1.231.000	»	»	Résultats de calculs basés sur 1904 en tant que chiffre et sur le fonctionnement actuel de la garantie.
Part du trafic chasseurs et chiens revenant à l'Etat par le jeu des conventions.....	évaluation	9.156.000	»	»	
Totaux.....	32.876.050	31.283.676	mémoire	14.329.820	
Évaluation globale des produits budgétaires provenant de la chasse, pour les divers budgets en chiffres ronds.....		46.000.000			L'importance des incon- nues restant à dégager permet de croire que ce chiffre pourrait peut- être être porté à : 50.000.000

CHAPITRE II

TENDANCES VERS UNE RÉFORME PAR LA DISPARITION
DES CHASSES BANALES. — LA COMMUNALISATION. — LES
CIRCULAIRES MOUGEOT

Divers systèmes avaient été proposés pour reconstituer notre territoire cynégétique quand, le 15 janvier 1903, M. Mougeot, alors ministre de l'Agriculture, lança sa célèbre circulaire qui raviva aussitôt la discussion.

Après avoir fait un déplorable tableau du dépeuplement de nos cantons, il prônait pour reconstituer la chasse un système qui, sous le nom de communalisation, semblait vouloir toucher aux droits du propriétaire, et par ce fait révolutionna le monde des chasseurs. C'est ce mode de rénovation que nous nous proposons d'étudier ici.

*
* *

Et tout d'abord qu'entend-on par communalisation ?

Le mot lui-même est regrettable, et a l'inconvénient, par ce temps de socialisme et de communisme à outrance, d'indisposer de prime abord contre lui, en laissant supposer une certaine spoliation par partage (1).

Quoi qu'il en soit, la communalisation en matière de chasse consiste essentiellement comme le mot l'indique en une mise en commun, c'est-à-dire, en l'abandon que font les propriétaires de leur droit de chasse à la commune, dans le but de réunir en un seul cantonnement les diverses parcelles éparses de chacun (sur lesquelles la chasse peut être considérée comme impossible) et d'en tirer un légitime profit.

Bien des modes divers se greffent sur ce principe général, suivant que l'abandon est obligatoire ou volontaire, total ou avec des exceptions, au profit de la commune ou des propriétaires.

•
* *

Quelles sont les causes de la séduction qu'exerce ce système ? C'est qu'il se présente comme devant le

1. C'est pour cette cause que la troisième sous-section du Congrès de la Chasse a émis, par la voix de son rapporteur M. Madelin, le vœu que « le mot communalisation, en tant qu'il s'applique aux procédés allemands soit désormais rayé des vocabulaires cynégétiques ».

mieux combattre les inconvénients et abus qu'a engendrés chez nous la loi qui nous régit depuis le 3 mai 1844.

Le régime successoral que nous devons à la Révolution a produit, en autres effets, ce résultat de morceler progressivement et de plus en plus la propriété foncière, morcellement que les jalousies rurales des héritiers, s'obstinant à vouloir chacun un morceau de chacune des terres de l'avoir paternel, n'ont fait qu'accroître et empirer.

Sans parler des inconvénients qu'a pu avoir cette division excessive au point de vue des travaux agricoles, il est incontestable qu'elle a produit, en ce qui nous occupe, l'effet de rendre de plus en plus difficile l'exercice du droit de chasse.

Ce droit appartient, d'après la loi du 3 mai 1844, au propriétaire. Mais celui-ci, étant donnée l'exiguité de chacune de ses parcelles, s'est bientôt peu soucié de s'en réserver la chasse, laissant qui voulait y poursuivre le gibier.

De là, la naissance de la chasse banale, cette terrible plaie qui, par ses conséquences, peut être considérée comme la principale cause du dépeuplement de nos cantons. Chasse banale, c'est-à-dire chasse non gardée, livrée sans merci à la horde des braconniers à permis, ou sans permis, qui ont eu vite fait d'y faire disparaître le dernier lièvre et le dernier perdreau.

*
* *

La banalité des chasses est le vice, le remède sera dans la généralisation de la chasse gardée.

C'est elle seule en effet qui peut nous permettre par une répression active du braconnage, concurrentement avec le repeuplement et la réglementation des cantonnements, de reconstituer notre France cynégétique. Mais, pour qu'il y ait possibilité de garder une chasse, il faut réunir les parcelles d'une certaine étendue de territoire, à part les cas fort rares où la poursuite du gibier serait possible sur une seule propriété de suffisante étendue.

Le désir de réaliser ces groupements a donné naissance à l'idée de communalisation qui consiste essentiellement, ainsi que nous l'avons dit, dans la mise en commun du droit de chacun des propriétaires.

*
* *

M. Mougeot, dans sa célèbre circulaire, n'a pas proposé autre chose. Il faut, dit-il, pour arriver au résultat cherché « organiser d'abord la chasse, en concevoir l'aménagement, faire ensuite du repeuplement, et assurer la garde du gibier ».

Puis il se défend aussitôt de vouloir introduire en France « des mesures législatives empruntées à des nations voisines, mesures parfois bien sévères et qui

ne sont pas en harmonie complète avec nos mœurs démocratiques ». C'est du régime appliqué en Allemagne et en Autriche qu'il s'agit ici, et nous aurons l'occasion en l'étudiant plus loin d'en apprécier les résultats. Ce système a d'ailleurs au fond toute sa sympathie, mais le politicien craint, par une franchise trop brutale, d'impressionner désagréablement l'électeur. Il se contente aussitôt de proposer un régime, qui sans en avoir l'air, est plus rigide encore que le régime germanique.

Examinons en effet avec lui les divers modes possibles d'organisation des chasses, toute liberté étant laissée aux propriétaires à ce sujet.

*
* *

Trois systèmes sont en présence.

Le premier consiste dans l'abandon par *tous* les propriétaires du droit de chasse *au profit de la commune* ; celle-ci met directement en adjudication la chasse et le produit tombe dans la caisse municipale diminuant d'autant les charges *communes*.

C'est le procédé de communalisation administrative le plus complet qui soit. C'est même du socialisme collectiviste et la loi allemande à laquelle on reproche sa sévérité, n'a pas été jusque-là.

Une partie du revenu des propriétaires profite en effet à ceux qui ne sont pas propriétaires puisque *tous*

tirent profit de l'allègement des charges communes.

Le second système diffère du premier en ce que le produit des chasses est versé entre les mains du receveur municipal qui l'affecte au paiement des impôts des seuls propriétaires fonciers, au prorata de leurs droits sur les terrains loués.

Dans le troisième système, la commune n'apparaît pas. Les propriétaires des terrains constituent entre eux une sorte d'association qui leur donne les moyens de tirer un parti avantageux de parcelles qui, considérées isolément sont sans valeur, et qui, groupées, donnent un terrain de chasse se louant parfois très cher.

Il existe encore un autre système qui consiste, après avoir formé une chasse, à l'exploiter au moyen d'actions, de parts ou de cartes, le nombre des actionnaires ou porteurs de cartes n'étant pas limité. M. Mougeot ne le cite que pour mémoire.

Ce procédé ne vaut en effet guère mieux que la chasse banale, tendant plus à la destruction du gibier qu'à sa conservation, et les ressources que les communes peuvent en retirer sont « aléatoires et fort limitées »

*
* *

Des différents modes d'amodiation proposés, le ministre ne cache pas ses préférences pour les deux premiers et surtout pour le premier.

Il nous semble cependant fort peu réalisable. Il est d'abord impossible que tous les propriétaires fassent abandon de leur droit de chasse. Il s'agit toujours, ne l'oublions pas, d'un régime facultatif, et les grands propriétaires ne manqueront certainement pas de rester étrangers à la combinaison.

Et il arrivera ceci, que les grands propriétaires qui n'auront pas abandonné leurs droits se trouveront bénéficier de la diminution des impôts, résultant de la location de la chasse de leurs petits voisins.

Nous doutons fort que M. Mougeot ait eu en vue un pareil but. Ce système a donc, tout d'abord, l'inconvénient de ne pouvoir être appliqué que dans les communes où la totalité des propriétaires consentirait à abandonner son droit de chasse.

Puis, en admettant que l'accord soit parfait, les propriétaires se trouveront en tous cas privés d'une partie de leur revenu, au bénéfice d'habitants de la commune, non-propriétaires, qui verront leurs impôts partiellement payés au moyen de la location d'un droit de chasse, auquel ils ne peuvent nullement prétendre.

Ce serait là, nous l'avons dit, du socialisme, volontaire sans doute, mais qui risquerait fort souvent d'être amiablement imposé à la minorité, en face d'un accord de la presque totalité des propriétaires et cela sous peine des pires vexations.

*
* *

Le second système paraît plus équitable, en ce sens que les propriétaires touchent l'intégralité de la part qui leur revient dans la location.

Et encore, nous conviendrons que ce mot *touchent* est inexact, appliqué au mode subsidiairement préconisé par M. Mougeot. C'est en effet le receveur municipal qui doit toucher pour les propriétaires et affecter le montant de leur part au paiement de leurs contributions. Voilà une manière d'encaisser leur argent qui ne produirait pas grand effet auprès de nos paysans, surtout s'ils sont partisans du refus de l'impôt, et les qualités incontestables de ce procédé dans un système obligatoire, seraient tout à fait insuffisantes pour le faire réussir par persuasion.

*
* *

Le dernier mode, proposé seulement en troisième ligne par le ministre de l'Agriculture, semble plus pratique, tout en laissant une plus grande liberté.

C'est, en principe, le meilleur système de généralisation de la chasse gardée *sans intervention des pouvoirs publics*. Nombreux sont ceux qui s'y sont ralliés, et nous verrons plus loin les résultats que l'on en a obtenus.

La commune n'y apparaît pas. Les propriétaires

constituent entre eux une association libre, qui groupe des parcelles sans valeur quand elles sont isolées et dont la réunion donne un terrain de chasse pouvant être loué à l'amiable fort cher.

C'est ici, pour les propriétaires, la liberté absolue, sans intervention administrative et cette seule perspective est déjà bien faite pour attirer à ce procédé la sympathie de la plupart des contribuables. Le premier mode d'amodiation proposé, et dans une certaine mesure, le second, ôtent au contraire aux ayants droit la libre disposition du produit de la location de leur chasse en l'affectant dans les deux cas à un but déterminé : le paiement des impôts ou la participation à des dépenses qu'ils peuvent ne pas approuver.

*
* *

Nous ne pouvons terminer l'étude de la circulaire du 15 janvier 1903 sans dire un mot d'une proposition qui s'y trouve pour assurer aux systèmes préconisés « le concours des chasseurs les plus modestes de la localité ».

Certaines sociétés de chasse, dit la circulaire, s'inspirant de sentiments démocratiques et égalitaires, et ayant la notion bien comprise de leurs propres intérêts, réservent une portion de leur chasse qui reste terrain banal. Cette chasse banale est ouverte à tous les chasseurs du pays et il est inutile

de présenter tous ses avantages, dont le principal est de profiter du voisinage d'une chasse bien entretenue et bien surveillée, et de devenir bien vite très giboyeuse.

Nous ne mettrons pas en doute un seul instant les avantages que peuvent trouver les chasseurs du terrain banal à un excellent voisinage, mais nous sommes persuadé que les propriétaires de la chasse gardée n'envisageront pas cette proximité comme aussi favorable à « leurs propres intérêts ».

Une chasse banale n'est jamais giboyeuse parce que banale, c'est-à-dire libre, et lorsque, la première semaine d'ouverture écoulée, tout aura été détruit, les modestes Nemrods n'auront plus que la ressource d'aller monter la garde sur les limites du voisin et de fusiller impitoyablement les malheureuses bêtes qui s'égareront chez eux.

C'est ce que les « borduriers » des grandes chasses ne manquent jamais d'aller faire, pratiquant ainsi une espèce de braconnage légal que les propriétaires voisins ne peuvent que vainement maudire, et les sociétés de chasse qui ont constitué auprès d'elles un terrain banal ne l'ont fait, soyons-en sûr, que dans l'impossibilité de traiter à d'autres conditions plutôt que sous l'influence de « sentiments égalitaires et démocratiques ».

Tels sont, brièvement analysés, les modes d'amodiation qu'a proposés dans sa circulaire M. Mougeot.

Plein d'ardeur pour la reconstitution de nos chasses, et s'efforçant de mériter ce nom de « père des chasseurs » qu'il s'était complu lui-même à se donner, il voulut que ses instructions eussent la plus grande publicité possible et fit parvenir sa circulaire à toutes les administrations qu'elle était susceptible d'intéresser.

Il invita d'autre part les agents et préposés des eaux et forêts, ainsi que les professeurs d'agriculture, à aider par des conférences et des conseils à cette renaissance cynégétique.

En même temps, le distingué président du Saint-Hubert Club de France, à la tête de sa puissante société, engageait dans le même sens une campagne des plus actives, tandis que la presse, par l'apréte avec laquelle elle discuta la question, la propageait dans toute la France.

CHAPTER III

THE HISTORY OF THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS

THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS
THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS
THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS

THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS
THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS
THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS
THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS
THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS

THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS
THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS
THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS
THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS
THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS

THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS
THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS
THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS
THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS
THE REFORMATION IN THE NETHERLANDS

Il y constate que d'importants résultats ont déjà été obtenus. Si ses préférences évoluent vers le système qu'il avait d'abord le moins préconisé, il n'abandonne cependant pas encore les deux premiers, ceux qui entraînent l'intervention de la commune.

Les conditions de cession de droit de chasse à la commune ayant fait surgir certaines difficultés, il résume ses indications en ces quelques lignes :

« I. — Aucune loi ne s'oppose à ce que les communes acceptent la cession pure et simple ou conditionnelle, à elles faites par les propriétaires ruraux des droits de chasse sur leurs terres.

« II. — Ces cessions seront à l'abri de toute critique, lorsque faites sous signatures privées par les propriétaires capables ou leurs représentants légaux, elles auront été acceptées par les conseils municipaux et par arrêté du maire.

« III. — Les conditions de ferme des baux de chasse consentis à la suite de ces contrats seront déterminées par délibération des conseils municipaux. Autant que possible, et si la valeur des droits mis en ferme le comporte, l'adjudication publique doit être préférée.

« IV. — Il n'y aurait aucun obstacle légal à ce qu'en vue de l'exploitation collective des droits de chasse plusieurs communes voisines formassent des syndi-

cats dans les conditions prévues par la loi du 22 mars 1890. » (1).

*
* *

Voyons maintenant comment peuvent se constituer les communalisations du troisième mode proposé par le ministre de l'Agriculture, celles qui se font sans l'intervention de la commune.

Il importe ici tout d'abord de distinguer nettement les associations de propriétaires des associations de chasseurs.

Il y a grand intérêt, en effet, à séparer les groupements les uns des autres, ainsi que le faisait l'auteur d'un intéressant article paru en 1903 dans la *Revue de Paris* (2), quelques mois après la première circulaire ministérielle :

« L'idée est venue à M. Mougeot de prendre d'une part le propriétaire insouciant, et de l'autre le chasseur imprévoyant et de les sermonner.

« Au premier il dit : Vous négligez une partie de vos intérêts. Votre terre a plus de prix que vous ne croyez. Vous ne tenez pas compte de la valeur du gibier qui s'y trouve... ou qui s'y trouverait, si vous entendiez bien vos affaires. Seul sans doute vous ne pourriez tirer parti de ce revenu ; votre parcelle est

1. Voir dans le sens de ces instructions l'arrêt de la Cour d'appel de Dijon du 18 février 1904.

2. *Revue de Paris* du 1^{er} octobre 1903. « La réforme de la chasse en France ». *Signé* : « Un chasseur ».

trop minime. Mais associez-vous avec Pierre, Paul et Jacques vos voisins, syndiquez-vous entre propriétaires d'une même commune et louez votre chasse en bloc comme ferait un propriétaire unique.

« Les sommes que vous en retirerez seront partagées entre vous, ou, ce qui serait mieux, abandonnées à la commune qui se chargera de faire valoir la chasse et emploiera le revenu à l'usage qui paraîtra le plus convenable.

« Au deuxième, au chasseur, le ministre tient à peu près le même langage : Associez-vous, formez des sociétés capables de louer la chasse sur le territoire d'une ou de plusieurs communes qui tiendra à cœur d'entretenir la chasse louée et d'y ménager le gibier, afin d'obtenir de vous un bon bail, etc... »

*
* *

Quelles sont donc les lois auxquelles peuvent avoir recours ces deux groupements de nature différente : groupement des propriétaires, groupement des chasseurs.

Ce sont, par ordre chronologique :

a) Le Code civil, article 1832 et suivants, qui organise le *contrat de société* ;

b) La loi du 21 juin 1865, complétée par celle du 22 décembre 1888 sur les *associations syndicales* (1) ;

1. Nous omettons la loi du 13 décembre 1902, vu son peu

c) La loi du 21 mars 1884, sur les *syndicats professionnels* ;

d) La loi du 1^{er} juillet 1901, sur le *contrat d'association*.

Il serait préférable d'appeler, pour plus de clarté :

Sociétés, les groupements formés en vertu du Code civil ;

Associations syndicales, ceux des lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888 ;

Syndicats, ceux de la loi de 1884.

Enfin *associations*, ceux de la loi de 1901.



Comment peuvent se constituer les groupements de chasseurs ?

Ils ont le choix entre la forme des *sociétés* et celle des *associations*. Leur situation est la même que celle des sociétés ou associations formées en vue d'un sport quelconque, notamment les associations de pêcheurs à la ligne.

Les sociétés civiles de pêcheurs ont pris souvent en se formant jusqu'en 1901, le titre de *Syndicats*

d'importance dans la question qui nous occupe. Elle a modifié les lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888 en faveur de la défense contre les incendies forestiers.

de Pêcheurs. Ce terme employé même encore actuellement est impropre.

Il ne peut, en effet, pas plus se former de syndicats *professionnels* de pêcheurs que de chasseurs.

La loi du 22 janvier 1902 complétée par le décret complémentaire du 17 février 1903 a tranché la question (1) pour les pêcheurs. La situation juridique des associations de chasseurs est identique : elles ne pouvaient jusqu'en 1901 se référer qu'au Code civil, elles peuvent depuis bénéficier avec le nouveau régime des dispositions favorables de la loi du 1^{er} juillet.

Cela leur permet, en effet, d'acquérir à titre onéreux et de posséder sous certaines conditions, d'administrer, d'ester en justice, de louer des chasses aux propriétaires groupés, d'assermenter les gardes au nom de l'association, etc.

*
* *

Contrairement aux groupements de chasseurs, ceux des propriétaires qui se réunissent dans le but de mettre en valeur le droit de chasse leur appartenant ne peuvent invoquer la loi de 1901.

1. L'Etat accorde certaines faveurs aux associations formées, mais sous la condition qu'elles seront constituées en conformité de l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901. Voir l'article 1 du décret du 17 février 1903.

L'article 1^{er} est formel : L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité *dans un but autre que de partager des bénéfices.* » Or, le but des propriétaires est justement de tirer de leurs terres un revenu et de partager des bénéfices.

Mais ils peuvent constituer des sociétés civiles (1). Cette forme, qui est celle sous laquelle se sont établies la plupart des sociétés de propriétaires existantes leur sera particulièrement utile, lorsque ceux-ci voudront, non pas louer la chasse, mais l'exploiter eux-mêmes, tous les membres de la société chassant sur les terrains mis en commun.

Le mode de groupement en associations syndicales libres est aussi à la disposition des propriétaires ruraux, conformément au paragraphe 8 de l'article 1 de la loi du 21 juin 1865. « Peuvent être l'objet d'une association syndicale entre propriétaires intéressés, l'exécution et l'entretien de travaux... d'amélioration agricole ». Le fait de chercher à obtenir un rendement productif de la chasse est dans ce cas considéré comme « amélioration agricole », mais il est nécessaire de s'assurer par la constitution de ces associations syndicales du consentement unanime des intéressés.

1. Articles 1832 et suivants du Code civil.

Les propriétaires fonciers sont enfin à même de former des syndicats professionnels, en vertu de la loi du 21 mars 1884. « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet, l'étude et la défense des intérêts... agricoles » (1). Il se constitue dans ce cas une sorte de syndicat pour céder un produit du sol : le produit chasse.

1. Paragraphe 2 de l'article 1.

CHAPITRE IV

LA COMMUNALISATION A LA CHAMBRE LES INITIATIVES PARTICULIÈRES

Le ministre de l'Agriculture n'a pas été le seul à proposer un système de reconstitution de la chasse.

Dès l'année 1893 (1), la réussite incontestable de modifications semblables à l'étranger, avait attiré l'attention de la Chambre des députés, et la commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par le Sénat en 1886 en profita pour y introduire une série d'articles (2) destinés dans la pensée de leurs auteurs à favoriser « l'abandon du droit de chasse au profit des communes ». C'était ainsi du moins qu'était libellé l'intitulé du projet de la Commission.

1. Nous signalerons la tentative fort antérieure de M. de Saint-Germain pour faire voter en 1847 par le Sénat un système de communalisation obligatoire.

2. Titre IV, n^{os} 34 à 41 du projet de loi annexé au procès-verbal de la première séance du 10 juillet 1893.

« La Commission, disait le rapporteur M. Morillot, a été amenée à rédiger ces huit articles par les demandes qui lui ont été adressées à ce sujet, et surtout par la constatation des bons résultats obtenus dans une partie du département de la Marne, par un usage qui s'est établi dans un certain nombre de communes de cette région, au plus grand avantage des finances municipales et de la reproduction du gibier.

Elle a étudié avec soin et intérêt ces usages et coutumes, et elle a jugé à propos, pour les faire connaître, et essayer de les généraliser et de les implanter ailleurs, de leur consacrer quelques articles dont elle a écarté avec soin tout ce qui pourrait y avoir de coercitif et tout ce qui pourrait par trop rappeler la loi allemande. »

Malheureusement, ce projet n'eut pas l'heureuse fortune de franchir l'enceinte étroite où il était né et d'affronter la discussion publique. Il eût sans doute subi quelques modifications, mais il serait stérile de supputer l'accueil que lui aurait fait le Parlement, puisqu'il dort un sommeil dont il serait maintenant difficile de le tirer.

Nous pouvons en dire autant de la proposition que présenta l'année suivante (1), sur la communalisation du droit de chasse, M. Georges Graux.

Contrairement à M. Morillot, M. Graux préconisait

1. Séance extraordinaire du 23 octobre 1894.

l'application du principe germanique de l'obligation. « Les associations libres, disait-il, ne donnent que des résultats partiels, le système alsacien-lorrain constitue une organisation. L'un est une réforme platonique, l'autre est une réforme efficace. » Et après un long exposé M. Graux avait mis au jour une proposition de loi qui ne différait que très peu de la loi alsacienne-lorraine, qui, nous le verrons, pose en principe l'amodiation obligatoire. M. Graux n'envisageait cependant pas l'hypothèse où le produit de la location serait abandonné à la commune.

La proposition Georges Graux a été frappée de caducité et n'a plus actuellement qu'un intérêt historique et documentaire.

*
* *

Par contre, M. Morillot reprit pour son compte et à titre de proposition le projet de loi dont il avait été le rapporteur et qui fut ainsi exhumé une première fois en 1894, puis de nouveau en 1898. Il faisait également siennes les objections formulées par M. Marcel Habert, rapporteur de la Commission de la Chasse, à la fin de la sixième législature (1897), objections contre le système de communalisation de M. Georges Graux.

« La Commission a écarté après de longs débats le principe de la communalisation de la chasse proposé par M. Georges Graux. L'adoption de ce prin-

cipe aurait pour conséquences de retirer aux propriétaires la libre disposition de leur droit de chasse et de le transférer aux communes sous certaines conditions.

La commission a reconnu tout l'intérêt que présente cette proposition qui peut avoir sur l'équilibre du budget des communes et sur la conservation du gibier, l'influence la plus heureuse, mais il lui a paru qu'une réforme de cette importance ne pouvait être inscrite brusquement et sans transition dans la loi sur la chasse.

Nous avons donc écarté le projet de M. Graux, mais nous avons adopté dans le titre IV le principe des associations syndicales de chasseurs.

Le mot d'« associations syndicales » est employé ici pour la première fois par un chaud partisan de la communalisation facultative. Mais il ne correspondait pas dans son esprit, à l'idée d'associations syndicales, telles qu'elles sont constituées par les lois de 1861 et 1888 (1). Il suffit pour s'en convaincre de lire la proposition de la loi dans laquelle il est parlé de « syndicats » de propriétaires, et où il s'établit quelque confusion entre ces syndicats et les associations de propriétaires.

Toujours est-il que la proposition Morillot, favorable à une mise en commun *facultative* du droit de

1. Voir à ce sujet *supra*, chap. III.

chasse et la proposition Georges Graux basée au contraire sur le principe de communalisation *obligatoire*, eurent le même sort. Le Parlement n'eut pas l'occasion de les discuter et par suite de fournir aux partisans de la réforme des indications sur les chances de les faire aboutir.

■
* *

Postérieurement aux circulaires de M. Mougeot, un essai de reconstitution de nos cantonnements a été soumis à la Chambre par M. Mulac, rapporteur de la Commission de l'agriculture en 1906, sous forme de création de réserves de chasse.

Le système était le suivant : « les maires, par arrêté, institueraient des réserves sur le territoire de la commune pour une durée maxima de trois ans. Chasse absolument interdite même pour le propriétaire sur cette réserve. Le propriétaire temporairement dépossédé était indemnisé par la libération d'une partie de ses impôts. Pour arriver à ce résultat, l'Etat abandonnait aux communes la part qu'il retire dans le produit des permis de chasse » (1).

Cette proposition est devenue caduque par suite du renouvellement de la Chambre des députés.

D'ailleurs cette solution, offerte comme seul remède

1. Rapport Mulac, annexé au procès-verbal de la deuxième séance de la Chambre des députés, 30 janvier 1906, n° 2944.

serait totalement insuffisante. On a pu le constater par l'exemple de la Suisse où le système des réserves appliqué dans les hautes montagnes n'a pas empêché la disparition du gibier.

Elle pourrait d'autre part occasionner, en cas de repeuplement efficace, de nombreuses réclamations de la part des riverains et de fortes indemnités à payer. La question de la multiplication des animaux nuisibles et leur destruction, sans nuire au repos du gibier, demanderait aussi à être étudiée pratiquement.

II

Les circulaires ministérielles ont provoqué l'éclosion en dehors des Chambres de nombreuses propositions tendant à la rénovation de la chasse.

Tandis que certains rejetaient toute espèce de communalisation quelle qu'elle fût, et se contentaient de réclamer des modifications de détail, telles que l'application plus sévère de la loi du 3 mai 1844, la suppression des amnisties ou la répression sérieuse du colportage et du braconnage, d'autres encourageaient la diffusion des modes d'amodiation en commun apportant çà et là aux systèmes déjà exposés quelques modifications. Nous passerons rapidement en revue les principaux.

M. Collin, dans un article (1) du journal *l'Acclimatation*, propose d'adapter le système allemand, tempéré par une modification très intéressante : la chasse communalisée serait avant l'adjudication publique d'abord offerte par préférence aux chasseurs de la localité moyennant un prix fixé par le conseil municipal et subordonné à l'acceptation du préfet. Faute pour les chasseurs de la commune d'accepter ce prix, le droit de chasse serait mis en adjudication et dévolu au plus fort et dernier enché-

M. Louis Ternier dans une série d'articles très documentés dans le journal qu'il dirige, *La Chasse Illustrée*, fait le procès du mode d'amodiation germanique et, après examen des diverses solutions, se rallie au troisième système proposé par la circulaire Mougeot (1).

Nous avons vu enfin avec regret le Saint-Hubert Club de France avec, à sa tête le dévoué comte Clary, abandonner peu à peu, en face des hostilités croissantes, le principe de la communalisation obligatoire, inscrit en grosses lettres dans son programme, lors de sa formation. Il a adopté aujourd'hui le projet d'après lequel la commune est libre, quant à son

1. *Journal d'Acclimatation*, 22 novembre 1905. (1) *ibid.*

2. *La Chasse Illustrée*, années 1904, 1905 et 1907.

la syndicalisation (1), et l'encourage par une active propagande et de nombreux articles dans la revue que fait paraître mensuellement la société.

1. Voir sur la syndicalisation, chap. V *in fine*.

CHAPITRE V

LES PROPOSITIONS AU CONGRÈS DE LA CHASSE ET SON ATTITUDE DANS LA QUESTION. — LA SYNDICALISATION

Le 15 mai 1907 se réunissait à Paris sous le haut patronage du ministre de l'Agriculture un Congrès International ayant pour but « de réunir tous ceux qu'intéressent la chasse et les questions économiques qui s'y rattachent » (1).

L'intéressante question de la réforme de notre régime cynégétique ne pouvait le laisser indifférent et il n'a pas manqué de l'inscrire à son programme. Une sous-commission a été spécialement chargée de cette étude (2), et a reçu sur ce sujet de nombreuses communications de ses membres.

1. Article 2 du règlement du Congrès.

2. *Programme de la troisième sous-commission* : Communalisation obligatoire du droit de chasse par l'application du principe posé par la loi du 21 juin 1855, modifiée en 1888 et en 1902. — Création et développement des sociétés locales par l'application de la loi de 1901 (1^{er} juillet). — Réserves de chasse.

Nous nous contenterons d'analyser brièvement les propositions les plus intéressantes (1).

M. Georges Béjot n'est pas partisan du versement du produit des locations à la commune. Mais il est surtout contre l'institution des chasses locales, telle qu'elle existe actuellement. Il voudrait voir dans nos 36.000 communes de France, un groupement de parcelles se faire de manière à constituer 100.000 chasses gardées. Tout propriétaire d'un lot de 40 hectares d'un seul tenant aurait la faculté de le réserver à la condition d'en faire la déclaration à la mairie et de payer à la commune 10 o/o sur la valeur de sa chasse estimée suivant la moyenne du prix de location dans la commune. Nous ne pouvons que résumer brièvement ce document fort intéressant à parcourir en entier.

— M. le baron de Ségonzac, après avoir rappelé les expériences tentées dans l'Oise, se prononce contre le principe de l'obligation. Sa proposition est très ingénieuse. Il admettrait le système suivant : Tout propriétaire désirant se réserver le droit de chasse sur ses terres, *quelle qu'en soit d'ailleurs la contenance* devra en faire la déclaration à la mairie avant le 1^{er} janvier.

1. Lire pour les détails le compte rendu *in extenso* des rapports présentés, dans le volume sur le Congrès publié par l'imprimerie, de la *Gazette du Palais*, 1908.

Les parcelles qui n'auraient pas fait l'objet de cette déclaration seront louées, quant à la chasse, par la commune pour neuf ans. Le prix intégral de la location sera réparti entre les intéressés au prorata des contenances. Puis, M. de Ségonzac entre dans des détails circonstanciés sur la réglementation qui interviendrait.

— M. Joba a présenté au nom de la Société pour la répression du braconnage pour l'arrondissement de Commercy, deux mémoires, l'un sur la communalisation, l'autre sur les sociétés de chasse.

La Société de Commercy est favorable à un groupement des propriétaires en associations syndicales autorisées, conformément aux lois des 21 juin 1865, 22 décembre 1888, avec exception pour les parcelles d'un seul tenant d'une contenance minima de 20 hectares. Seraient encore exceptés les étangs, les bois, les vignes, les terrains clos ou plantés d'arbres fruitiers. Le produit de la location serait, de préférence, abandonné à la commune. M. Joba démontre ensuite que l'application de la loi de 1901 aux sociétés de chasse aura pour elles les plus favorables conséquences. Elle leur conférera, en effet, une personnalité et leur permettra par suite des actes d'administration et de gestion qui ne leur seraient pas possible autrement.

— M. Fontaines a déposé le texte de vœux nombreux relatifs à l'organisation cynégétique. Il est par-

tisan de l'obligation en matière de communalisation. On excepterait cependant les parcelles d'au moins 20 hectares, les propriétés de l'Etat, les héritages clos, les jardins de modestes dimensions attenants aux habitations, en un mot tout terrain où la chasse est impossible.

Ce projet est développé en quarante-quatre paragraphes contenant des idées très nouvelles, mais qu'il nous est matériellement impossible d'analyser ici.

— M. Rauline a fait connaître au Congrès les efforts tentés, et parfois fort heureusement, par la Société canine de l'Est pour aboutir en l'état actuel de la législation à l'amodiation en commun des droits de chasse.

— M. Chauvelon-Fontelives, président de l'arrondissement de Nantes pour la Société centrale des Chasseurs, a adressé au Congrès une brochure intitulée : *Projet de communalisation des chasses en France*.

L'article 1 en est ainsi rédigé : « La chasse cesse d'être inhérente au droit de propriété sur les terres non closes et devient propriété communale aux conditions suivantes : par concession de l'Etat aux communes rurales de France ». Cette citation indique suffisamment dans quel esprit le projet est conçu.

— M. Sargnon a envoyé un travail portant comme titre : *Application de la loi du 1^{er} juillet 1901 aux*

associations et fédérations de chasseurs. — Son utilité. Dans lequel il estime, y voyant de grands avantages, que les sociétés cynégétiques doivent se constituer suivant les formes prescrites par cette loi sur le contrat d'association.

— M. Weyd, inspecteur des eaux et forêts a étudié « la communalisation des chasses au point de vue juridique ». Partisan de l'obligation, après avoir constaté que l'action de M. Mougeot n'a pu être que « persuasive » il justifie le principe obligatoire, montre que le retrait du droit de chasse ne causerait *en fait* aucun tort au cultivateur et qu'il serait tout à l'avantage des moins fortunés. Nous aurons l'occasion de revenir sur les idées intéressantes contenues dans ce rapport.

*
* *

Parmi les adversaires de toutes espèces de communalisation, nous citerons M. Charles Pompon, par ses articles dans la *Chasse Illustrée* (1) et sa communication au Congrès.

Il rompt franchement en visière contre les partisans, tant de la communalisation obligatoire que de la mise en commun facultative du droit de chasse préconisée par M. Mougeot. Il propose, en un rapport longuement développé, comme remède à la situa-

1. *La Chasse Illustrée*, année 1907, n° 11.

tion actuelle, une répression plus sévère des délits et l'organisation d'une police rurale plus agissante.

— M. Edmond Romain conclut dans le même sens et termine sa « note relative à la communalisation de la chasse » par le vœu suivant : Le *statu quo*. — Pas de communalisation ni de syndicat d'aucune sorte. L'application stricte et sévère de la loi de 1844.

— Enfin M. du Pontavice déclare que dans sa région (l'Ille-et-Vilaine) l'amodiation obligatoire est inapplicable (1).

*
* *

Quelle a été l'attitude du Congrès de la Chasse en face des propositions qui lui ont été soumises et dont nous venons de résumer les principales ?

La troisième sous-section à laquelle avait été confiée l'étude de cette intéressante question avait chargé le distingué inspecteur des eaux et forêts, M. Madelin, de faire sur ce sujet un rapport où nous avons puisé de nombreux renseignements, et qui proposait au Congrès différents vœux.

Parmi ceux-ci, nous citerons celui de repousser « comme inapplicable au territoire français le principe de la communalisation obligatoire, c'est-à-dire l'obligation telle qu'elle est imposée en Allemagne

1. Tous ces rapports se trouvent *in extenso* dans le compte rendu du Congrès publié par l'imprimerie de la *Gazette du Palais*, 1908.

aux propriétaires fonciers de la mise en commun du droit de chasse ».

Puis vient aussitôt après l'importante motion d'assimiler les associations syndicales *libres* formées « par les propriétaires fonciers, mettant en commun leur droit de chasse sur le territoire d'une commune » aux associations syndicales *autorisées* formées selon les mêmes lois des 21 juin 1865-22 décembre 1888.

C'est ce qu'on a appelé la syndicalisation (1).

Nous avons en effet remarqué en étudiant les modes de groupement mis à la disposition des propriétaires fonciers (2), que les associations syndicales de chasse ne pouvaient se former qu'à condition d'obtenir l'unanimité des intéressés. Or il suffira la plupart du temps de l'obstruction de quelques arriérés ou de quelques mécontents pour faire échouer tous les projets. Les partisans de la communalisation libre ont cru trouver dans la loi du 21 juin 1865, une disposition permettant de remplacer avantageusement l'amodiation obligatoire.

Les propriétaires, dans un but d'intérêt général, sont obligés dans certains cas de se constituer en asso-

1. Un des premiers promoteurs de cette idée fut Waldeck-Rousseau, qui avait rêvé d'une communalisation basée sur des idées collectivistes.

2. Voir *supra*, chap. III.

ciations syndicales, lorsque tel est le vœu de la majorité. Il ne s'agit pas là de la majorité absolue formée de la moitié plus un, mais d'une majorité spéciale composée « des trois quarts des intéressés représentant plus des deux tiers des superficies, ou des deux tiers des intéressés représentant plus des trois quarts des superficies (1). »

C'est cette disposition que la troisième sous-section du Congrès a proposé d'étendre aux groupements de chasse. La mise en commun du droit de chasse ne serait donc pas un principe obligatoire. Ce système laisserait aux ayants droit la faculté de disposer comme ils l'entendent de leur droit, la minorité étant seulement tenue de s'incliner devant les décisions de la très forte majorité.

Le vœu contenait d'ailleurs, d'autre part, les restrictions suivantes : « Seraient dispensés de faire obligatoirement partie desdites associations syndicales :

- 1° Les propriétaires de terrains entièrement clos ;
- 2° Les propriétaires de terrains réservés à des cultures spéciales telles que : cultures maraîchères, certaines vignes, plantations de tabac, prés servant au séjour du bétail, plantations d'arbres fruitiers ou forestiers de moins de dix ans, etc. ;
- 3° Les propriétaires d'étangs :

1. Article 5, § 2 de la loi du 22 décembre 1888.

4° Les propriétaires de prairies inondées renfermant une hutte pour la chasse du gibier d'eau ;

5° Les propriétaires de terres d'un seul tenant, d'une contenance minima à déterminer, fixée à titre d'indication par le Congrès à 20 hectares, chiffre qui pourrait même être encore abaissé pour les bois. »

La nécessité de constituer ces exceptions obligerait de modifier la loi du 21 juin 1865 — 22 décembre 1888 qui, sans cela aurait pu être appliquée *de plano* par une interprétation élargie des mots « travaux d'amélioration agricole d'intérêt collectif. » (1).

*
* *

Fait *a priori*, extraordinaire ce principe de syndicalisation, adopté deux fois par les sous-commissions, a été rejeté par l'assemblée plénière du Congrès.

Cet échec s'explique par l'appoint que sont venus apporter aux adversaires de ce système, les veneurs, les fervents de la chasse à courre. Ceux-ci ont craint que les chasses syndicales ne s'opposassent au libre exercice du *droit de suite*. On sait que le droit de suite est la tolérance traditionnelle, en vertu de laquelle une bête attaquée par des veneurs leur appartient même si elle gagne les terrains voisins,

1. Paragraphe 8, art 1 de la loi du 21 juin 1865.

ce qui leur permet ainsi de continuer leur poursuite. Il est évident que la suppression du droit de suite serait la mort de la chasse à courre, puisqu'elle ne pourrait plus se pratiquer que sur des cantonnements d'immense étendue.

C'est pourquoi, grâce à ces voix, la minorité hostile est devenue la majorité et la syndicalisation s'est vue rejetée par le Congrès.

Nous ne regretterons pas pour notre part cet échec. Ce procédé présente en effet la plupart des inconvénients que l'on a reprochés à la communalisation obligatoire, sans avoir l'avantage de garantir, par compensation, la généralité de la réforme.

Les droits des propriétaires deviennent, avec ce système, limités, aléatoires, et soumis à la loi des majorités. Or les majorités lèsent souvent les intérêts particuliers les plus respectables, et les résultats partiels que ce procédé permettrait d'obtenir, ne justifient pas, à notre avis, un aussi important bouleversement.

CHAPITRE VI

LES RÉSULTATS OBTENUS EN L'ÉTAT ACTUEL DE LA LÉGISLATION

Nous avons vu les nombreux efforts qui ont été faits pour la reconstitution de la chasse en France sans modification des lois.

Le ministre de l'Agriculture, par des circulaires qui ont bénéficié de la plus grande publicité possible, les sociétés de chasse, telles que le Saint-Hubert Club de France et la Société Centrale des Chasseurs par leur propagande aussi active qu'intelligente, la presse tout entière par l'ardeur avec laquelle elle a discuté la question, les facilités et encouragements officiels donnés de toute part aux tentatives de groupements, permettent d'affirmer que tout a été fait pour arracher à leur torpeur les chasseurs imprévoyants et les propriétaires insoucians de leurs véritables intérêts.

Il faut voir maintenant les résultats qui ont été

obtenus, ce qui nous permettra de nous prononcer en connaissance de cause, sur ce qu'on peut attendre du système de l'initiative des particuliers. Nous avons précisément sur ce sujet un rapport fait en 1904 par M. Ruau, comme membre de la Commission du budget de l'agriculture.

Il contient, circonscription par circonscription, les résultats de communalisation, plus ou moins complète, obtenus dans chacun des départements. Voici d'abord d'après ce document les régions où les procédés d'amodiation en commun se sont réalisés dans un nombre assez important de localités.

I. — *Ardennes* : Sur 503 communes dont se compose ce département, la communalisation est complète suivant des systèmes divers dans 83 et partielle dans 64. Dans quelques-unes des chasses communalisées une partie banale a été réservée pour les chasseurs locaux.

II. — *Marne* : Sur 661 communes la communalisation est complète dans 21 et partielle dans 48.

III. — Les 566 localités du département de la *Meuse* se répartissent ainsi : 41 louent la chasse à leur profit sur la totalité ou sur une partie seulement du territoire. Dans 28 autres, la chasse est louée par les propriétaires fonciers, en nombre plus ou moins grand, qui traitent directement et se partagent le prix du bail, 36 municipalités procèdent à la location au moyen de cartes, mode éminemment nuisible à la

protection du gibier. Enfin la chasse est à peu près libre dans les 461 autres communes.

IV. — *Meurthe-et-Moselle*: Sur 596 municipalités, 113 louent la chasse en plaine, mais rarement en totalité. Les baux contiennent tous, d'autre part, une clause regrettable autorisant les chasseurs de la localité, ce qui enlève à ces locations la majeure partie de leur intérêt et ne permet pas aux adjudicataires de prendre les mesures nécessaires pour ramener l'abondance du gibier.

V. — Le département du *Nord*, pour lequel nous n'avons pas de chiffres précis, présente sur certaines parties de son territoire des chasses en plaine sévèrement gardées et soigneusement entretenues par des sociétés de chasseurs organisées dans toute la région.

VI. — Le *Pas-de-Calais* est certainement la contrée où la communalisation paraît devoir s'étendre le plus facilement. Le revenu *moyen* des chasses y varie de 1 fr. 50 à 2 francs par hectare. 12 localités ont réservé une chasse banale.

VII. — Nous trouvons également dans la *Somme* une partie banale réservée dans 12 communes, tandis que 52 localités louent d'un bloc leur territoire de plaine suivant des modes divers.

VIII. — Un mouvement très caractérisé vers la communalisation se produit enfin dans l'*Yonne*. Les sociétés agricoles comprenant leurs véritables inté-

rêts, ont pris à cœur de restaurer la chasse, malgré les hostilités que leurs projets ont fait surgir. Vingt-deux communes y louent la chasse sur les terrains particuliers et rallient de jour en jour à leur système de nouvelles municipalités.

Voici maintenant les vingt-sept départements où un commencement d'application a été fait par de rares communes. Ce sont :

Les Hautes-Alpes, l'Ardèche, la Charente, la Charente-Inférieure, la Côte-d'Or, les Côtes-du-Nord, le Doubs, la Drôme, l'Isère, le Jura, la Loire, la Haute-Loire, le Loiret, la Lozère, la Haute-Marne, l'Oise, la Haute-Saône, la Saône-et-Loire, la Savoie, la Haute-Savoie, la Seine-et-Marne, la Seine-et-Oise, les Deux-Sèvres, la Haute-Vienne, les Vosges et le territoire de Belfort.

Le reste de la France ignore pratiquement la communalisation.

*
* *

Voilà donc sur nos quatre-vingt-sept divisions administratives, cinquante-deux départements où absolument rien n'a été fait, vingt-sept où les efforts sont bien faibles et huit seulement où ont été obtenus des résultats sérieux. Encore faut-il remarquer que, chez ces huit exceptions, les communes restant en dehors de toute tentative de réforme sont partout en écrasante majorité.

Notons, d'autre part, que les locations se sont produites dans les régions où l'on voit encore du gibier. Qu'on nous pardonne cette *Lapalissade* : « Il ne viendrait à l'idée de personne de communaliser le néant » ; les locations n'ont pas amené le gibier, c'est, au contraire, la présence du gibier qui a provoqué les locations.

Aussi tous les départements du Midi, dont la pénurie cynégétique est proverbiale (nous ne parlons pas des oiseaux de passage) se trouvent-ils compris dans les cinquante-deux circonscriptions où aucune tentative de réforme ne s'est produite. C'est là la principale objection, et une objection irréfutable contre la pratique d'une rénovation libre. Les bénéfices que peuvent tirer de l'amodiation en commun les propriétaires, sur un territoire où perdrix et lièvres n'existent plus qu'à l'état de souvenir, sont *au début* trop infimes pour les encourager à un effort quelconque.

*
* *

Nous ne pouvons impartialement nier que les résultats détaillés que nous venons de fournir ne soient plus tout à fait exacts à l'heure actuelle.

Depuis la publication du rapport de M. Ruau la propagande continue faite en vue de reconstituer nos cantonnements a grossi les rangs des réformateurs. Cette augmentation est malheureusement très

faible comme l'a constaté M. Weyd (1) dans sa communication au Congrès de la Chasse, et il ne faut pas que le bruit fait autour de quelques succès remarquables nous fasse illusion sur leur quantité.

D'ailleurs les adhésions qui se sont produites l'ont été dans le même sens que celui des premiers résultats constatés, c'est-à-dire, en majeure partie dans les régions qui avaient le moins souffert des inconvénients du système qui nous régit.

La question reste entière et la communalisation libre n'a pas créé un seul territoire de chasse, là où le dépeuplement avait produit tous ses effets.

1. *En l'absence de toute législation* l'action de M. Mougot ne pouvait être que persuasive. A-t-il réussi? *les communalisations sont rares* (Rapport Weyd au Congrès de la Chasse).

Deuxième Partie

LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE
ET LE DROIT DE CHASSE EN EUROPE

CHAPITRE PREMIER

LES DIVERS SYSTÈMES ADOPTÉS EN PORTUGAL, ESPAGNE,
ITALIE, SUISSE, GRANDE-BRETAGNE, BELGIQUE
LUXEMBOURG ET RUSSIE

Ce n'est pas en France seulement que la question de la chasse et celle de son exercice plus ou moins librement autorisé ont préoccupé les pouvoirs publics.

Les différentes nations de l'Europe, au sortir de la période féodale, où la vénerie était partout considérée comme une prérogative réservée aux seigneurs, se sont trouvées en face des mêmes difficultés et les ont résolues différemment. Les uns ont adopté un régime semblable au nôtre, les autres ont établi un système d'amodiation obligatoire dont le type est le procédé allemand.

Nous les passerons très rapidement en revue,

réservant pour le développer au chapitre suivant le système germanique dont nous considérons l'application en France comme le seul remède efficace au dépeuplement actuel de notre territoire.

*
**

Portugal. — Ce pays ne présente pas de loi spéciale sur ce sujet (1). La chasse peut y être à peu près considérée comme libre, en ce sens qu'elle peut y être exercée par le premier venu sur toutes les terres non cultivées ni enclavées de murailles. En ce qui concerne ces dernières la chasse en est réservée comme en France aux propriétaires et à ceux qui en obtiennent l'autorisation.

La question est réglée en *Espagne* (2) et dans les *Pays-Bas* (3), par une loi sensiblement la même que la loi française.

1. La législation portugaise sur la chasse est éparse dans le Code civil articles 384 à 394. — Code administratif de 1878, articles 104 et 119. — Code pénal de 1886, article 254. — Consulter le *Répertoire de Droit* de Fuzier-Hermann, rubrique *Chasse*, nos 2434 et suivants.

2. Espagne, loi du 10 janvier 1879. Consulter le *Répertoire général du Droit* par Fuzier-Hermann, article « Chasse », nos 2299 et suivants.

3. Pays-Bas, Code civil, article 481. V. Fuzier-Hermann. *Chasse*, nos 2419 et suivants.

Nous en dirons autant de l'*Italie*, où le droit de chasse est considéré comme « lié intimement au droit de propriété dont il est une dépendance ». Ce principe a été consacré par l'article 712 du Code civil (1) italien, mais malgré de nombreux projets (2) tendant à l'unification des lois, il n'y a pas encore de législation uniforme en ce pays. Elle y diffère d'une province à l'autre, sauf sur quelques points peu nombreux, réglés par des dispositions générales applicables à tout le royaume.

D'une manière générale, la loi est très large en ce qui concerne le droit de chasse et contrairement à ce qui a lieu en France, on peut y chasser partout où ce n'est pas défendu.

La chasse est libre en *Suisse* (3) sous certaines

1. Publié le 1^{er} janvier 1866. « L'exercice de la chasse et de la pêche est réglé par des lois particulières. Il n'est cependant pas permis de s'introduire sur le fonds d'autrui par l'exercice de la chasse contre la défense du possesseur. »

2. Voici la liste de ces intéressants projets : Projet Pépoli du 18 novembre 1862. — Sanguinetti et Salvagnoli du 27 mai 1867. — Majorana Catalabiano, du 7 juin 1879. — Miceli, du 21 mars 1880 et du 24 mars 1882. — Berti du 29 février 1884.

Lire le très complet rapport au Congrès de la chasse de M. Gaston Bonnefoy, *La législation italienne sur la chasse*.

3. Loi fédérale sur la chasse et la protection des oiseaux, du 17 septembre 1875.

conditions posées par les législations cantonnelles. La loi fédérale se contente de poser des règles générales. Elle garantit notamment en son article 2 à tout Suisse ayant obtenu un permis dans un canton, le droit de chasser sur le territoire de ce canton, à la condition de se conformer aux lois et règlements locaux.

On y distingue la chasse au gibier de plaine et la chasse au gibier de montagne, qui ont chacune leurs règles propres. Cette dernière comprend des *districts francs*, où la chasse est en tout temps interdite, destinés à servir de réserves pour les repeuplements.

La *Grande-Bretagne* ignore, elle aussi, l'amodiation obligatoire. La législation, à part l'Irlande où, pour pouvoir chasser, il faut avoir une possession territoriale, ne diffère dans les trois royaumes que par les détails (1). Nous y remarquerons seulement l'importance des peines dont sont punis les délits. Elles peuvent aller en effet jusqu'à deux ans de *hard labour* (2) et entraîner la relégation pour les incorrigibles.

La *législation belge* a comme charte fondamentale la loi du 28 février 1882 qui domine toute la matière.

1. Se reporter pour de plus amples renseignements au *Répertoire* Fuzier-Hermann, article « Chasse », nos 2.324 et suivants.

2. Travaux forcés.

Le principe consacré est celui de la loi française, mais les délinquants récidivistes (1) y voient leurs peines doublées, puis triplées, etc... et cette progression peut atteindre 1.000 francs d'amende et huit mois de prison. La gendarmerie prête d'autre part son concours à la répression, car il ne leur est pas recommandé, comme en France, de s'abstenir *dans l'intérêt de la considération de l'arme* (!) de la recherche spéciale des délits de chasse (2).

Le bruit fait autour de nos projets de communalisation, a eu sa répercussion chez nos voisins, la question y a été vivement discutée dans la presse, mais n'a donné jusqu'alors aucun résultat (3).

*
* *

Il n'en a pas été de même dans le petit Etat du *Luxembourg*. Le Conseil d'Etat du Grand-Duché a été amené à proposer, incidemment à une loi sur les indemnités à allouer du chef des dommages causés par le gibier, un projet d'amodiation obligatoire de la

1. Moins de deux ans depuis la première condamnation.

2. Circulaire ministérielle du 27 février 1860.

3. Consulter pour la Belgique les deux rapports de M. Octave Léchevin au Congrès de la chasse sur *La législation de la chasse en Belgique* et *l'Etat de la police rurale en Belgique*, ainsi que le *Répertoire Fuzier-Hermann* à l'article Chasse.

chasse « dont il forme le corollaire indiscutable (1) ».

Nous devons à l'amabilité de M. le conseiller Glaesener d'avoir pu parcourir ce remarquable travail.

L'avis du Conseil d'Etat, après avoir reconnu que selon les paroles du directeur général de l'intérieur, l'amodiation générale de la chasse « se présente comme le préliminaire indispensable de toute réforme utile », considère que la valeur croissante de la chasse et du gibier, constitue de nos jours une véritable richesse nationale.

Dès lors, « il semble de plus en plus inique, qu'une législation, sous ce point de vue surannée, empêche dans la pratique un grand nombre de nos propriétaires fonciers de tirer un juste profit de leur part contributive dans la création dans cette valeur, leurs propriétés quelques petites ou morcelées qu'elles soient, ayant cependant, dans une proportion donnée, contribué à l'existence et à la conservation du gibier ».

Le projet de la loi pose en principe *la communalisation obligatoire* (2) sous formes d'associations syn-

1. Projet de loi. — Avis du Conseil d'Etat, p. 7.

2. Article premier du projet de loi : « Toutes les propriétés non bâties, rurales ou forestières, non attenantes à une habitation, non entourées d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins comprises dans le territoire d'une commune, à l'exception de celles prévues par

dicales par communes, représentées par le collège des bourgmestres et échevins, puis, considérant l'approbation unanime qu'a reçue cette proposition, il laisse aux propriétaires la faculté de repousser cette amodiation syndicale lorsqu'ils seront la majorité, fixée aux deux tiers des propriétaires possédant le deux tiers des superficies.

Le produit des locations est réparti entre les intéressés au prorata des contenances respectives.

Les propriétés, même non closes, lorsqu'elles forment un ensemble ininterrompu de 100 hectares au moins, contenance cadastrale, sont exclues, sauf désir contraire de l'intéressé, des districts de chasse (1).

Tel est en substance ce projet qui, approuvé par le gouvernement grand-ducal vient d'être déposé sur le bureau de la Chambre des députés. Il doit venir

l'article 4, et sauf le cas dont mention à l'article 5 formeront un district de chasse qui sera mis en location par adjudication publique, et pour une période de neuf années consécutives au moins. »

« Chaque section d'une commune formera un district particulier qui ne pourra être divisé. Néanmoins, il sera loisible, par décision des districts intéressés, de réunir plusieurs sections contiguës, appartenant à une ou plusieurs communes pour ne constituer qu'un seul lot. »

1. Le chiffre de 25 hectares fixé par l'Alsace-Lorraine avait été trouvé manifestement insuffisant.

en discussion incessamment et a les plus grandes chances d'aboutir.

*
* *

La Russie possède depuis 1892 un décret général réglementant la chasse dans tous ses détails.

Ce règlement (1) est applicable à la Russie proprement dite, c'est-à-dire, la Russie d'Europe moins la Pologne, la Courlande, la Finlande, les provinces de Livonie et d'Esthonie, le territoire de l'armée du Don et le territoire du Caucase.

Il consacre le principe, admis de tous temps dans les provinces russes, en vertu duquel tout propriétaire a le droit exclusif de chasse sur ses terres.

La Pologne et la Courlande faisant exception ont adopté le système allemand de l'amodiation obligatoire (2).

1. Approbation de l'empereur du 3 février 1892.

2. Consulter la législation détaillée dans le *Répertoire général du Droit* de Fuzier-Hermann, article « Chasse », nos 2.447 et suivants.

CHAPITRE II

LE RÉGIME DE LA CHASSE EN ALLEMAGNE ET AUTRICHE-HONGRIE

Nous en arrivons maintenant à l'étude des procédés d'amodiation appliqués d'une façon générale en Allemagne et Autriche-Hongrie. Ce système est de date relativement récente.

Au sortir de la période féodale, les États allemands ont passé successivement par des régimes de tolérance excessive et de sévère réglementation. Il est à remarquer que chacun des essais faits pour accorder une grande liberté en matière de chasse a amené des abus tels, qu'en présence du dépeuplement des forêts et des plaines, ceux mêmes qui jouissaient de ces prétendues améliorations ont été les premiers à en demander la suppression.

Le plus grand événement qui se soit produit en ce sens a certainement été provoqué par le mouve-

ment révolutionnaire de 1848 qui abolissait le droit régalien (1).

Mais déjà, au commencement du siècle, l'influence française avait imposé notre législation à tous les Etats allemands et ce n'est qu'en 1814 que des modifications furent jugées nécessaires par le gouvernement prussien, lorsque les provinces rhénanes passèrent à la Prusse qui continuait à être légiférée par le décret de Frédéric Guillaume II (2).

C'est le gouverneur Sack, à qui l'on doit cette excellente innovation. Il peut être considéré comme le promoteur du système de communalisation appliqué avec un si vif succès en Allemagne et en Autriche-Hongrie, qui, sous quelque forme qu'il se présente, a tant contribué à développer chez nos voisins cette richesse qu'est le gibier.

Sack, comprenant admirablement que toute la richesse du sol n'est pas seulement formée de sa production immédiate, et que le gibier constitue une réelle valeur méritant d'être protégée, prit le 18 août 1814 des arrêtés pour le Bas-Rhin et le Rhin-Moyen, qui les divisaient en cantons de chasse loués au profit des caisses communales.

Seuls, les propriétaires de 50 hectares d'un seul tenant étaient autorisés à disposer de leur droit de

1. Jagd Regal.

2. Décret du 5 février 1794.

chasse. Puis des ordonnances furent prescrites pour fixer les périodes d'exercice du droit de chasse, afin de protéger le gibier pendant le temps de sa reproduction.

C'est là le commencement de la communalisation par voie d'amodiation forcée. Il faut remarquer que ces arrêtés ne s'appliquent pas aux forêts, ni à certaines propriétés privilégiées, et que les autres n'étaient nullement garanties contre les dégâts. Ce n'est en effet que lors de la révolution de 1848 qu'intervinrent des réformes dans un sens démocratique.

En vertu de la loi rendue par Frédéric-Guillaume IV la chasse était désormais considérée comme partie intégrante de la propriété foncière (1), et le propriétaire pouvait en user librement, lui ou ses ayants droit, n'ayant à tenir compte que des lois protégeant la sécurité publique et les récoltes.

Cette victoire des idées révolutionnaires sur le régime féodal était remportée non seulement dans tous les Etats de l'Allemagne, mais aussi en Autriche. Son résultat décevant ne tarda malheureusement pas à se faire sentir : la disparition du gibier s'opéra partout avec une rapidité inouïe.

En effet, les prérogatives dont jouissaient les seigneurs avec une certaine circonspection, se trouvèrent transformées en un droit abusif qui permet-

1. Loi du 31 octobre 1848, article 3.

taient aux habitants des communes de dévaster les chasses jusqu'à porter un grave préjudice aux propriétaires.

Dans toute l'Allemagne, on tourna les yeux vers ces provinces du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen où le gibier pullulait, grâce à la sage mesure prise par le gouverneur Sack, et où les cultivateurs trouvaient maintenant dans le rendement de la location de leur droit de chasse, une augmentation considérable du revenu même de leurs terres.

Partout, on demanda à remettre en vigueur les lois qui existaient vingt ans auparavant. Le mouvement rétrograde se fit brusquement dans tous les Etats allemands et autrichiens et, on revint à l'essai de communalisation fait en 1830, qui reconnaissait le droit de chasse aux propriétaires, mais ne leur en laissait le libre exercice qu'autant que leur domaine comprenait une superficie déterminée et variant selon les pays.

Les autres propriétés étaient réunies d'office et le tout était divisé en cantons de chasse, qui étaient affermés. Le produit de la location était attribué, non plus à la caisse communale, mais aux propriétaires eux-mêmes, proportionnellement à l'étendue de leurs parcelles respectives (1).

1. On trouvera dans le « *Rapport à M. le Ministre de l'Agriculture, par M. H. Bodmer, sur la mission qui lui a été confiée pour étudier les questions concernant la chasse en Allemagne* »

Ces mesures, qui n'ont subi depuis que des modifications de détails, destinées à assurer une protection efficace du gibier contre les braconniers et contre les animaux nuisibles, à lui donner une tranquillité absolue pendant la période de repeuplement, et aussi à diminuer le nombre des chasseurs, ont donné les merveilleux résultats que nous constatons encore aujourd'hui.

*
* *

Quelle est actuellement en Allemagne la législation sur la chasse ?

Le Code pénal est le seul de l'Empire qui s'occupe de cette question pour prévoir et punir un certain nombre de délits et de contraventions, qui échappent ainsi à la compétence du pouvoir législatif des Etats particuliers (1). Quant aux conditions de l'exercice et de la police de la chasse, il n'existe pas de législation générale.

et en Autriche-Hongrie » (1904) et où nous avons tiré cet historique, d'intéressants détails, quoique un peu mêlés, sur le fonctionnement des procédés germaniques. — Cette mission avait été confiée à titre officieux par M. Mougeot à son ami personnel M. Bodmer, aujourd'hui décédé.

1. On trouvera à la suite du rapport fait par M. Herson-Macarel au Congrès de la Chasse des « *Indications sur la législation de la chasse en Allemagne* » contenant sur cette législation générale des détails inutiles à donner ici.

Chaque État a ses lois particulières. Cependant un principe général domine c'est que *le droit de chasse bien que considéré comme une dépendance du droit de propriété ne peut être exercé personnellement qu'à la condition de posséder une certaine étendue de terres d'un seul tenant.*

La législation du *Grand Duché de Bade* peut être prise comme type du régime appliqué en Allemagne. Le Landesausschuss alsacien s'en est d'ailleurs inspiré pour rédiger la réglementation appliquée à l'Alsace-Lorraine. La loi alors en vigueur était celle du 2 décembre 1850 qui fut plus tard modifiée et remplacée par celle du 29 avril 1886.

Quelle est l'organisation cynégétique du Grand Duché ? L'article 1^{er} de la loi pose en principe que le droit de chasse est une dépendance du droit de propriété et qu'il n'en peut être séparé pour constituer une servitude, mais son exercice est soumis à certaines conditions.

En effet, dit l'article 2, « sauf les cas prévus aux articles 4 et 8, la chasse ne sera pas louée par les propriétaires eux-mêmes, mais le sera, en leur nom, et pour leur compte, par la commune, dans l'étendue du finage communal ».

L'application de ce mode d'exercice de la chasse a été extrêmement facile dans ce pays, car jusqu'à la crise politique et sociale de 1848 ce droit était un droit féodal : il était réservé aux seigneurs. Le légis-

lateur l'a fait passer presque immédiatement (1) des seigneurs aux communes pour les parcelles peu importantes. Les petits propriétaires ne se sont pas habitués à jouir du droit de chasse sur leur domaine, et il a été par conséquent très facile de faire admettre une réforme tout en faveur des petits propriétaires, puisqu'elle allait leur permettre de tirer un avantage du droit de chasse dont ils avaient été privés jusque-là.

C'est la commune qui est chargée de faire les locations, obligatoirement aux enchères publiques et pour une durée de six années au moins (2). On a voulu assurer aux adjudicataires une possession suffisante pour leur permettre de profiter des améliorations qu'ils seraient tentés de faire et les y encourager.

Le produit des locations tombe dans la caisse municipale et est ensuite réparti, déduction faite des frais, entre les propriétaires intéressés, proportionnellement à la contenance des fonds qu'ils possèdent dans la commune, à moins que la majorité des propriétaires possédant plus de la moitié des parcelles ne décide d'abandonner le prix de la location à la caisse municipale.

Cet abandon volontaire s'est produit la plupart

1. Puisque la loi badoise est de 1850.

2. Article 3.

du temps dans le Grand Duché. Les statistiques de 1883 nous montrent que sur une somme de 522.881 marks (1) montant du produit des chasses communalisées, 14.703 marks seulement (2) ont été partagés entre les propriétaires. Le reste a été laissé aux communes de par la volonté des habitants eux-mêmes.

Pour pouvoir exercer personnellement son droit de chasse, il faut être propriétaire d'un fonds ayant 72 hectares d'un seul tenant, mais il n'est pas nécessaire qu'il soit compris tout entier sur une seule commune et les routes et cours d'eau qui le traversent n'en interrompent pas la continuité.

L'intéressé peut, dans ce cas, louer aussi à des chasseurs, ou faire réunir son fonds aux parcelles moindres louées par adjudication, et recevoir ainsi, comme pour elles, sa part proportionnelle dans le produit des locations.

La loi donne ensuite à la commune la *faculté* de pratiquer un cantonnement en faveur d'un propriétaire de parcelles qui, formant une quantité supérieure à 72 hectares, ne seraient pas d'un seul tenant. On peut lui accorder le droit de chasse sur une partie déterminée du territoire, égale à l'étendue de son fonds, en échange de ses parcelles et à la

1. 653.601 fr. 25.

2. 18.378 fr. 75.

place de sa part dans le produit de l'adjudication.

Cette pratique souvent réalisée en France par les locataires de chasse pour obtenir le consentement des propriétaires récalcitrants n'existe que dans la législation badoise, où elle est d'une application rare.

Puis l'article suivant règle l'importante question des enclaves. « Les parcelles d'une contenance très faible entourées entièrement ou sur la majeure partie de leurs contours par un domaine de 72 hectares au moins d'un seul tenant, pourront être, au gré du propriétaire, louées à celui du domaine le plus étendu ou cédées à la commune. *Toutefois* à la demande du propriétaire du fonds le plus étendu, les propriétaires de parcelles enclavées entièrement ou sur la plus grande partie de leur contour, pourront être déclarés par le conseil de district, tenus de louer la chasse de leurs parcelles au propriétaire du grand domaine... » (1).

Cette réglementation a pour but d'empêcher les possesseurs d'une parcelle enclavée de la transformer en un affût destiné à détruire le gibier du voisin. C'est malheureusement là un abus qui se commet régulièrement chez nous, et contre lequel les propriétaires ou locataires de la chasse enclavante sont la plupart du temps impuissants.

1. Article 6.

Nous y voyons des propriétaires de lopins de terre compris sur le territoire d'une chasse gardée et repeuplée et se refusant à toute espèce de location, qui se font construire quelque abri ou cabane, agrainent les faisans, ou les autres espèces du gibier, et tirent un revenu scandaleux d'un genre de chasse qui devrait être assimilé au braconnage.

Cette question des enclaves est réglée de la même façon pour la plupart des Etats composant l'Empire. En Saxe même, pour empêcher de tourner la loi en se faisant enclore, ces enclaves ne peuvent servir que de réserves à gibier, et quand le propriétaire en refuse la location, il ne peut lui-même y chasser. Toutes les législations consacrent en effet le droit de réserver la chasse sur les fonds enclos.

La loi badoise est très stricte sur les clôtures, qui doivent être telles qu'elles empêchent le gibier de s'échapper ou de causer des dommages aux propriétaires voisins.

Telles sont les plus importantes dispositions réglementant l'exercice de la chasse dans le Grand-Duché de Bade.

*
* *

La législation des autres Etats est sensiblement la même que celle que nous venons d'étudier.

En *Prusse* (1) la commune dispose du droit de

1. Loi du 7 mars 1850.

chasse sur les parcelles d'une contenance inférieure à 300 journaux (1) de terres cultivables ou de bois d'un seul tenant.

Mais celle-ci n'est pas, comme dans les autres réglementations, forcée de louer. Elle peut choisir entre trois partis : interdire la chasse à tout le monde, louer la chasse par adjudication publique ou de gré à gré, enfin faire pratiquer la chasse comme une exploitation pour le compte des propriétaires, par un *chasseur particulier*.

Cette institution du *chasseur particulier* mérite de retenir quelque temps notre attention, car elle montre clairement comment la chasse est envisagée en Allemagne et en Autriche, c'est-à-dire plutôt comme l'exploitation d'un produit agricole, que comme une distraction.

Ce chasseur est un employé dont le métier est de tuer du gibier pour que la vente en produise une somme qui est déposée à la caisse communale et répartie proportionnellement entre les propriétaires.

Cet employé « récolte » le gibier comme les moissonneurs récoltent les produits de la culture. Il fait son métier de chasser. Ses gages sont d'abord prélevés sur les sommes que son travail de chasseur a fait rentrer dans les caisses de la commune qui l'emploie,

1. 90 hectares environ

puis, le surplus est partagé entre les intéressés dont il dépend.

L'exercice de la chasse par un *chasseur particulier* a si peu le caractère d'un emploi distrayant que, dans plusieurs provinces allemandes et autrichiennes, le permis délivré à cet effet, ne l'est pas selon les règles appliquées aux autres titulaires et que dans la plupart des cas il est donné gratuitement.

Dans la *Silésie autrichienne*, la loi du 2 juillet 1877 qualifie cette licence gratuite du nom de *certificat de chasse*. Tous les membres du personnel, assermentés, chargés d'exploiter la chasse, de la soigner, ou de la surveiller sont considérés comme agents spéciaux (1).

Faisant exception en leur faveur, la loi ne les assimile pas aux porteurs de permis. Un certificat de chasse leur est délivré, sans aucun frais, valable pour les besoins du service, mais n'ayant d'effet que dans le district confié à leur garde ou à leur exploitation.

L'exercice de la chasse par un chasseur particulier est non seulement autorisé sur les biens communalisés, mais encore, et avec les mêmes prérogatives, sur les propriétés formant un *territoire indépendant* (2).

1. Article 2 de la loi du 2 juillet 1877.

2. On appelle domaines séparés ou territoires indépendants

Cette manière d'assimiler le droit de chasse à la récolte d'un produit de la terre, la « récolte du gibier » est encore plus caractéristique dans la législation du royaume de *Saxe*.

Nous y voyons, en effet, exonérées de l'impôt du permis (1), toutes les personnes tirant un profit direct de la chasse, soit qu'elles l'exercent elles-mêmes sur les biens leur appartenant, soit qu'elles en confient l'exécution à des employés assermentés.

*
* *

Nous n'insisterons pas davantage sur l'étude des législations particulières des Etats allemands, réservant l'Alsace-Lorraine, dont le passage subit du régime français au système germanique après l'annexion nous fournira d'utiles comparaisons sur les effets probables d'une semblable application à toute autre partie de notre territoire.

La seule différence remarquable concernant les lois sur la chasse des divers États, consiste en

ceux qui ne sont incorporés au territoire d'aucune commune. Le droit de chasse en est presque toujours réservé aux propriétaires. Il y a un certain nombre de ces domaines dans l'empire, notamment 225 dans le Grand-Duché de Bade.

1. Loi du royaume de Saxe du 1^{er} décembre 1864.

l'étendue fixée au propriétaire pour avoir le droit d'exercer lui-même.

Le chiffre fixé en *Bavière* est de 240 journaux bavarois dans le pays plat et de 400 journaux dans la haute montagne, c'est-à-dire dans les parties de montagne, impropres à la culture (1).

Peuvent chasser eux-mêmes en *Saxe*, les propriétaires d'un domaine de 166 hectares d'un seul tenant, ou ceux qui possédaient avant la loi de 1889 un fonds auquel était attaché le droit de chasse (2).

La loi *wurtembergeoise* n'exige que 50 journaux soit 15 hectares 7, environ (3).

II

L'empire d'Autriche-Hongrie est, comme on le sait, formé de deux royaumes ayant chacun leur vie propre et leurs lois distinctes. Il y a donc deux législations sur la chasse. mais elles ont un principe commun, le système d'amodiation germanique.

Le *royaume de Hongrie* est resté jusqu'en 1872, soumis à un régime datant de la période féodale. Il

1. Bavière, — loi du 30 mars 1850.

2. Loi saxonne du 1^{er} décembre 1864. Voir *supra*, p. 82, note 2 sur les domaines séparés.

3. Wurtemberg, — loi du 27 octobre 1855.

est actuellement régi par la loi XX de 1883 complétée par la loi XXIII de la même année.

Le droit de chasse considéré comme une dépendance du droit de propriété n'en peut être séparé à titre de servitude, mais il ne peut être *exercé* par le propriétaire ou les ayants droit que dans deux cas :

1° Lorsque le domaine a une contenance totale inférieure à 200 arpents (1) d'un seul tenant ;

2° Lorsque le domaine, bien qu'ayant une contenance inférieure à 200 arpents est cultivé comme jardin, ou entouré d'une haie ou d'un fossé, ou lorsqu'il est constitué par une habitation avec cour et jardin, ou qu'il consiste en une vigne, ou en une île constamment entourée d'eau.

De plus, les propriétaires de fonds ayant une contenance de 80 arpents au moins d'un seul tenant et contigus, sont autorisés à les réunir afin d'y exercer la chasse en commun, pour que les héritages ainsi réunis aient une étendue totale d'au moins 200 arpents.

Dans tous les autres cas, les parcelles de terre sur lesquelles, dans chaque localité, les propriétaires n'exercent pas personnellement le droit de chasse et les terres appartenant à la commune, quelle qu'en soit l'étendue sont groupées, de manière à former un

1. 115 hectares.

domaine de chasse unique, dont l'administration appartient aux propriétaires constitués en syndicat. La chasse de ce domaine est affermée et la répartition faite comme dans le système allemand (1).

Le droit de chasse est réglementé en *Autriche* par une patente du 7 mai 1849 complétée par une ordonnance du ministre de l'Intérieur du 15 décembre 1852. *La Bohême* a été dotée d'une loi spéciale le 1^{er} juin 1866 et la Croatie-Slavonie le 27 avril 1893.

Les parcelles d'une contenance inférieure à 200 arpents et non closes, sont réunies dans chaque localité de manière à former un territoire de chasse.

En Bohême, les propriétaires de ces parcelles constituent une association de chasse qui, par l'entremise d'un comité élu dans son sein, donne les terres à bail ou fait exercer la chasse pour son compte par un chasseur spécialement commissionné à cet effet et assermenté (2).

En cas de location, le comité décide suivant les circonstances, si le bail doit être passé de gré à gré, ou s'il y a lieu de recourir à une adjudication aux

1. Consulter sur la Hongrie une très intéressante étude historique « faite à l'occasion du Congrès International de la chasse tenu à Paris en 1907, par M. A. de Navay de Foldeak, conseiller royal de ministère, délégué du gouvernement de Hongrie ».

2. Loi du 1^{er} juin 1866 articles 4, 5, 8 et 13. — Voir *supra* le chasseur particulier, p. 81.

enchères publiques. Il ne peut confier l'exercice de la chasse à un chasseur commissionné qu'en vertu d'une décision prise par l'association tout entière à la majorité des trois quarts des voix (1).

Dans les autres provinces, c'est la commune qui est chargée de louer la chasse sur les parcelles réunies, ou de la faire exercer par un préposé spécial (2). Lorsque l'ensemble des pièces de terre d'une commune sur lesquelles les propriétaires n'ont pas personnellement le droit de chasse, n'atteint pas 200 arpents, l'exercice du droit de chasse sur ces parcelles est attribué au possesseur du domaine de chasse le plus voisin (3).

La chasse sur les enclaves (4) est également abandonnée, moyennant indemnité, au propriétaire enclavant.

1. Loi du 1^{er} juin 1866, article 14.

2. Patente du 7 mai 1849, article 7.

3. Loi de 1866, article 5.

4. Pour qu'il y ait enclave, le fonds doit être d'une contenance inférieure à 200 arpents et entouré entièrement ou aux deux tiers par l'autre domaine.

CHAPITRE III

APPLICATION DU SYSTÈME CYNÉGÉTIQUE ALLEMAND EN ALSACE-LORRAINE.—SES RÉSULTATS

Quand on parcourt en chemin de fer les plaines de notre chère et si belle Alsace, il n'est pas rare à la traversée d'un bois, surtout à la tombée de la nuit d'apercevoir quantité de faisans stationnant le long de la ligne, ou des lièvres effrayés qui s'enfuient à travers les tranchées forestières.

L'Alsace peut être citée comme un pays de chasses merveilleuses. A-t-elle donc pour cela des qualités que nous ne posséderions pas ? Nullement. Elle a simplement ce qui nous manque : une organisation de la chasse.

La loi française du 3 mai 1844 sur la police de la chasse est restée en vigueur en Alsace-Lorraine après la conquête allemande, et n'a subi alors que quelques modifications d'ordre secondaire résultant

de l'introduction du Code pénal allemand (1) dans les pays annexés.

Le principe qu'elle consacre relativement à la jouissance et à l'exercice du droit de chasse, ce principe de pleine liberté pour le propriétaire, dont nous avons vu les effets, n'avait jusqu'en 1881 souffert aucune atteinte.

Le spectacle des richesses cynégétiques des provinces voisines, et celui des ressources considérables qu'elles tiraient de la location des chasses, avaient attiré cependant l'attention des conseils généraux (2) et de la Délégation d'Alsace-Lorraine (3).

Ils avaient émis à plusieurs reprises le vœu qu'une loi, modelée sur les lois badoises, bavaroises et prussiennes, vint réglementer le droit de chasse de manière à en restreindre l'exercice, en permettant

1. A partir du 1^{er} octobre 1871 — loi du 30 août 1871, on en trouvera la traduction française dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 1^{re} année, p. 393.

2. Dès 1867, encore sous la domination française, le Conseil général du Bas-Rhin, frappé des avantages résultant pour son voisin le Grand-Duché de Bade, de la législation sur la chasse avait émis le vœu que « la mise en commun du droit de chasse des petites parcelles de terre fut appliquée en France ».

3. La délégation d'Alsace-Lorraine, ou assemblée provinciale ou Landesausschuss est composée de représentants du sol Alsacien-Lorrain.

aux communes de se substituer aux propriétaires de parcelles d'une faible contenance, au point de vue de la location de ces parcelles (1).

Mais ce fut seulement à la fin de 1879 que la Délégation, usant du droit d'initiative qui venait de lui être concédé en matière de législation (2), prépara un projet de loi en ce sens.

Ce projet « voté par l'assemblée dans la séance du 13 avril 1880 fut soumis par le gouvernement impérial au Conseil d'Etat d'Alsace-Lorraine qui, sans toucher à son économie générale, jugea cependant utile d'y introduire différents amendements.

Ainsi modifié, le projet fut de nouveau porté devant le Landesausschuss, au cours de sa huitième session et adopté le 1^{er} février 1881 par trente-neuf voix contre douze. Le texte présenté à l'approbation de l'empereur fut sanctionné le 7 février suivant et est devenu exécutoire depuis le 21 du même mois (3). »

*
**

La réforme introduite par la loi du 7 février 1881 sur l'exercice de la chasse est radicale.

1. Vœux de 1875, et 1877 et 1878.

2. Article 21 de la loi du 4 juillet 1879. Voir la traduction française dans *l'Annuaire de législation étrangère*, 9^e année, p. 28.

3. Extrait du commentaire de la loi du 7 juillet 1881. *Annuaire de législation étrangère* 2^e année, p. 280.

Au système français en vertu duquel tout propriétaire a la jouissance absolue et exclusive du droit de chasse sur son propre terrain quelle qu'en soit l'étendue, se trouve substitué le procédé germanique qui, comme nous l'avons vu, consiste à n'accorder au propriétaire la jouissance personnelle du droit de chasse que sur les domaines ayant une certaine étendue d'un seul tenant.

La nouvelle loi laissait cependant subsister en grande partie la loi du 3 mai 1844, notamment en ce qui concerne l'obligation du permis, l'ouverture et la fermeture de la chasse, les modes de chasse autorisés, et les peines édictées en matière de délits de chasse.

Nous remarquerons toutefois que la loi française avait été précédemment modifiée, concernant ces peines par l'introduction du Code pénal allemand en Alsace-Lorraine (1). Ces modifications peu nombreuses avaient principalement pour objet de rendre la répression plus sévère.

Mais bientôt les heureux effets de la nouvelle législation se faisant sentir, ne tardèrent pas à nécessiter la disparition des derniers vestiges de la loi française.

En effet les peines sévères édictées contre le bra-

1. A partir du 1^{er} octobre 1871. Voir *supra*.

connage (1) par le Code pénal allemand, ainsi que la constitution d'autre part de domaines de chasse étendus, conséquence de la loi de 1881, ayant assuré d'une manière efficace la conservation du gibier de la part des propriétaires ou locataires de la chasse, le système de pénalités organisé par notre loi de 1844 devenait superflu ou trop rigoureux.

C'est ce que le Landesauschuss alsacien-lorrain a fort bien compris et la loi sur la police de la chasse du 7 mai 1883 qu'il a élaborée est infiniment plus douce que la loi française ainsi qu'on pourra s'en convaincre en la parcourant (2).

En dehors des dispositions d'ordre pénal qui en forment le principal objet, le législateur s'y occupe de la délivrance des permis de chasse et de la protection du gibier pendant la période de reproduction, notamment par la fixation de la date d'ouver-

1. Articles 292 à 295 et article 368, nos 10 et 11.

2. Il s'agit ici, nous y insistons, des peines pouvant atteindre les fautes ou délits des propriétaires ou locataires de chasses et non pas de celles réservées aux braconniers. On trouvera dans *l'Annuaire de législation étrangère*, vol. XIII, année 1883, p. 311, la traduction par M. Fernand Daguin de cette loi qui compte 19 articles. Elle a été complétée par une ordonnance du 20 juin 1883 qui détermine les modes de destruction à employer à l'égard des animaux nuisibles et protège les animaux utiles.

ture et de fermeture de la chasse, *par voie de mesure générale* (1).

*
* *

En ce qui concerne l'exercice de la chasse, la loi du 7 février 1881 est encore en vigueur en Alsace-Lorraine. Les dispositions les plus importantes sont contenues dans les sept premiers articles que nous croyons, vu leur intérêt, devoir reproduire ici. Les paragraphes suivants règlent principalement les conditions de passage de l'ancien au nouveau régime notamment pour les baux antérieurs à la réforme.

ARTICLE PREMIER. — Le droit de chasse appartenant à chaque propriétaire sur son terrain, ainsi que le droit de chasse sur l'eau seront exercés désormais suivant les dispositions de la présente loi.

Ces dispositions ne s'appliqueront pas :

1° Aux terrains de l'administration militaire, à ceux de l'administration des chemins de fer, aux bois de l'Etat, ou aux forêts indivises entre l'Etat et d'autres propriétaires.

2° Aux terrains entourés d'une clôture continue faisant

1. On sait qu'en France (et jusqu'en 1883 il en a été de même en Alsace-Lorraine) le soin de fixer les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse est laissé aux représentants de l'administration régionale (préfets) avec approbation ministérielle.

obstacle à toute communication avec les propriétés voisines (1).

ART. 2. — Le droit de chasse sur les terrains et les espaces couverts d'eau qui sont soumis aux dispositions de la présente loi, sera exercé par la commune au nom et pour le compte des propriétaires.

Pour chaque ban communal (2) la chasse sera louée pour une durée de neuf ans, par voie d'adjudication publique, en observant les règlements concernant la location des biens communaux.

Il sera permis de diviser un territoire communal en plusieurs districts de chasse, pourvu que chacun de ces districts contienne au moins 200 hectares.

ART. 3. — Pour les terrains contigus *d'au moins 25 hectares*, ainsi que pour les lacs et étangs d'au moins 5 hectares, et pour les étangs aménagés en canardières (3), les propriétaires pourront se réserver à eux-mêmes le droit de chasse.

Les chemins de fer, routes ou cours d'eau ne seront pas considérés comme en interrompant la continuité.

ART. 4. — Le produit de la location de la chasse sera versé dans la caisse communale. Ce produit sera réparti entre les

1. Depuis la loi du 7 mai 1883, le propriétaire ne peut plus y chasser en dehors des périodes d'ouverture de la chasse.

2. Gemeindeverband

3. Les canardières sont des étangs aménagés pour prendre les canards avec des panneaux ou filets.

propriétaires proportionnellement à la contenance cadastrale des parcelles et des espaces couverts d'eau, qui feront partie du district de chasse affermé. Les sommes qui n'auront pas été retirées dans les deux ans qui suivront la publication du rôle de répartition, seront acquises à la caisse communale.

Le produit de la location de la chasse sur un ban communal sera abandonné à la commune lorsqu'il en aura été ainsi décidé par les deux tiers au moins des intéressés, possédant plus des deux tiers de la superficie communale soumise aux dispositions de la présente loi. Cette décision restera en vigueur pour toute la durée de la location.

Lorsqu'une semblable décision aura été prise, les propriétaires qui, en vertu de l'article 3, se seront réservés à eux-mêmes l'exercice du droit de chasse, verseront dans la caisse communale une somme proportionnelle à la contenance cadastrale des terrains et des eaux réservés, et cette somme sera ajoutée au produit de la location du reste du territoire communal.

ART. 5. — Les communes possédant sur le territoire d'une autre commune des terrains se trouvant dans les conditions de l'article 3 (1), ne participeront pas aux décisions relatives à l'emploi du produit de la location de la chasse au profit de la commune (art. 4 § 3).

Elles seront exemptées de l'obligation du versement à

1. Terrains dont elles se seraient par conséquent réservé la chasse.

faire à la caisse de l'autre commune dans le cas où une pareille décision aurait été prise (art. 4 § 4).

ART. 6. — Le maire devra fixer et publier un terme concernant la décision à prendre sur le produit de la location (1) avant de fixer le délai de la location et de l'adjudication de la chasse. 7

Cette décision prise, les propriétaires qui, en vertu des dispositions de l'article 3, désireront se réserver à eux-mêmes l'exercice du droit de chasse devront en transmettre au maire dans les dix jours la déclaration écrite. Lorsque les terrains et les eaux réservés seront situés dans différents bans, la déclaration devra être adressée au maire de chacune des communes.

Le délai pour la location et l'adjudication de la chasse ne pourra être publié qu'après l'expiration des dix jours fixés. Entre le terme de l'adjudication et la première publication de ce terme devra s'écouler un délai minimum de six semaines.

ART 7. — Le propriétaire d'un terrain d'une contenance d'au moins 25 hectares, lorsqu'il se sera réservé l'exercice personnel du droit de chasse, aura la priorité sur tout autre pour la location des parcelles moindres contenues totalement en majeure partie dans sa propriété (2). Il pourra,

1. Abandon à la commune ou répartition proportionnelle entre les intéressés.

2. Voir sur cette importante question des enclaves, *supra* chapitre II, 2^e partie, p. 79.

par suite, demander pour la durée de la location, l'exercice du droit de chasse sur les terrains enclavés, moyennant une indemnité proportionnelle au produit de la location de la chasse communale, indemnité qui sera réunie à ce produit.

S'il n'a pas fait usage de ce droit par déclaration écrite au maire dans les huit jours au plus tard de l'adjudication communale, les terrains enclavés feront partie du district de chasse communal.

*
* *

Tel est le régime auquel est soumise encore actuellement l'Alsace-Lorraine. Considérons les résultats qu'il a produits.

Au moment de la mise en vigueur de la loi nouvelle, les populations ont élevé quelques protestations, mais elles se sont bien vite rendu compte de ses avantages.

On peut assurer que le revenu des chasses a décuplé.

Le développement du gibier a même nécessité l'élaboration d'une loi destinée à parer aux dégâts causés par lui. La loi du 9 juillet 1888 a ordonné qu'il serait désormais perçu, à cet effet, sur les permis de chasse à délivrer en territoire alsacien-lorrain un droit supplémentaire équivalent au cinquième du droit principal (1).

1. Le prix du permis a été en conséquence, porté de 25 à

Quelques exemples donneront une exacte idée de cette subite prospérité cynégétique.

Dans la vallée de Massevaux, très voisine de la France, puisqu'elle s'étend au pied du ballon de Giromagny (ballon d'Alsace), la chasse louée autrefois de 60 à 75 marks (1) dans la commune de Serven, est actuellement louée 600 marks (2). A Oberbruck, commune voisine, la chasse a été portée de 70 à 600 marks.

Nous remarquerons que cependant ces villages sont situés en montagne. En plaine les chasses qui se louaient autrefois 200 à 300 marks (3), montent maintenant à 5.000, 6.000 et 7.000 marks (4).

D'une façon plus générale, voici des renseignements statistiques assez précis, qu'a bien voulu nous communiquer M. Madelin, inspecteur des eaux et forêts au ministère de l'Agriculture.

L'Alsace-Lorraine a une superficie de.. 1.450.971 hect.

Si l'on déduit de ce chiffre :

30 francs. Le produit de cette perception est destiné à alimenter un fonds spécial pour « Wildschaden », devant permettre à l'administration de subventionner les agriculteurs dont les récoltes ont été endommagées par le gibier.

1. 75 à 94 francs.

2. 750 francs.

3. 250 à 375 francs.

4. 6.250, 7.500 et 8.750 francs.

L'emplacement des maisons, édifices et bâtiments.....	8115	
Les jardins potagers et maraichers.....	18.662	
Les eaux, routes et chemins.....	49.782	
Les forêts de l'Etat (qui n'entrent pas en ligne de compte pour la communalisation).....	151.800	
Au total.....	228.350	228.350 hect.

Il reste comme terrains susceptibles d'être loués pour la chasse..... 1.222.612 hect.

De ce chiffre, il convient de déduire les propriétés de plus de 25 hectares échappant à la communalisation. En France les domaines de plus de 30 hectares représentent environ 51 o/o de l'ensemble du territoire agricole. Dans les départements de Meurthe-et-Moselle, des Vosges et de Belfort, les plus voisins de l'Alsace-Lorraine, les exploitations de plus de 40 hectares (forêts de l'Etat non comprises) s'élèvent au chiffre de 532.231 sur un chiffre total de 1.040.986 hectares, soit à la proportion de 50 o/o.

En admettant que la propriété soit un peu plus morcelée en Alsace-Lorraine, et qu'une certaine partie des domaines de

plus de 25 hectares (notamment ceux appartenant aux communes) doivent être compris dans la communalisation, il convient de fixer à 30 o/o le chiffre à

déduire 366.784 hect.

Il reste pour le terrain communalisé..... 855.828 hect.

Or la location de ces 856.000 hectares a rapporté aux communes en 1906 la somme de 1 million 227.600 marks (1) pour l'année, soit à l'hectare 1 fr. 79.

Il est à peine utile de faire remarquer que le prix *moyen* de 1 fr. 79, n'est applicable qu'aux chasses communalisées et que, par conséquent, s'il était établi une statistique des prix de location des domaines de 25 hectares et au-dessus, notamment des massifs forestiers, le chiffre moyen des locations de chasse en Alsace-Lorraine serait sans doute très supérieur à 1 fr. 79.

Toutefois, il serait à souhaiter que ce prix de 1 fr. 79 puisse être un jour celui que rapporterait la location des chasses sur le territoire français dont la superficie agricole est, d'après la statistique de 1892 (forêts de l'Etat déduites), de 49.378.813 hectares, ce qui représenterait un produit annuel de plus de 80 millions de francs.

*
* *

Voici d'autre part les renseignements que nous

1. 1.534.500 francs.

Wauthier

avons personnellement obtenus du « Statistisches bureau des Ministeriums fur Elsass-Lothringen ». Ils concernent le prix des locations communales lors de chaque période de renouvellement et font nettement ressortir la progression des prix, progression encore très sensible à la dernière adjudication de 1907 :

Année des baux	Produit en marks	Produit en francs
1881	218.394	272.992,50
1889	588.424	935.530
1898	1.108.187	1.385.233,75
1907	1.425.712	1.782.140

La communalisation a mis en Alsace-Lorraine par la multiplication des chasses, les territoires giboyeux à la portée des moyennes et des petites bourses, qui sont en France réservés aux grandes fortunes.

Devant la prospérité qu'a amené un tel régime et devant l'augmentation de valeur très appréciable qu'il a donné aux terres, il ne s'est plus trouvé personne pour réclamer un retour en arrière.

En France cependant, les adversaires de ce procédé d'amodiation ont voulu voir dans un projet récent de la délégation d'Alsace-Lorraine, un retour vers la libre propriété du droit de chasse.

Il s'agissait en l'espèce d'une modification à apporter à la loi de 1881 pour permettre à la com-

mune, à l'instar de ce qui se passe en Prusse (1) le choix entre trois solutions : louer par adjudication publique comme cela se fait actuellement, interdire la chasse à tout le monde, ou enfin l'y faire pratiquer comme une exploitation, pour le compte des propriétaires par un chasseur commissionné dans ce but.

Cette modification qui n'est encore qu'un projet, ne contient rien de contraire au principe de la communalisation germanique, puisqu'en aucun cas le droit d'exercice *personnel* de la chasse ne fait retour au propriétaire de parcelle d'une contenance de moins de 25 hectares.

Nous citerons encore parmi les effets qu'a produit cette abondance de gibier, celui d'avoir permis de varier à peu de frais le menu des classes laborieuses. Le lièvre se vend maintenant couramment 1 mark (2), le chevreuil 10 marks, et l'on peut dire que la poule au pot d'Henri IV est devenue en Alsace-Lorraine la perdrix aux choux.

1. Voir sur la loi prussienne *supra*, Deuxième partie, chapitre II, p. 81.

2. Le mark vaut 1 fr. 25.

Troisième Partie

LA SÉLECTION DE LA CLASSE
STRATÉGIQUE EN FRANCE

CHAPITRE UNIQUE

L'APPLICATION EN FRANCE DE LA COMMUNALISATION
OBLIGATOIRE AUSTRO-ALLEMANDE EST LE SEUL PROCÉDÉ
EFFICACE DE RÉNOVATION DE CHASSE

Nous avons, dans la première partie de cette étude, exposé les tentatives qui ont été faites pour reconstituer la chasse en France, et nous avons vu par les résultats obtenus, combien peu efficaces ont été les procédés préconisés.

Si nous ne nous sommes pas attardé à réfuter point par point toutes ces propositions, c'est qu'elles ont toutes à notre avis le même défaut, celui d'avoir pour base une communalisation *facultative* (1).

C'est dans cette alternative laissée aux propriétaires, que réside le principal inconvénient à la réus-

1. Nous laissons complètement de côté la communalisation obligatoire au profit de l'État ou des communes, cette mesure étant incontestablement collectiviste.

sité de ces modes d'amodiation. Le succès de la rénovation de la chasse en France est intimement lié à sa réalisation *générale*, principalement dans les contrées les plus dépourvues de gibier à l'heure actuelle.

On connaît d'autre part la force d'inertie remarquable de l'électeur français en général, et du chasseur en particulier. Circulaires, conférences ni journaux n'arriveront à le sortir de sa torpeur s'il n'y est obligé par une loi.

Une autre raison s'oppose encore au succès de la communalisation facultative, ce sont les faibles bénéfices que retireraient de leur *première* location, les ayants droit, perspective peu encourageante à mettre de volontaires entraves à leur liberté cynégétique. On peut compter qu'il faudra une vingtaine d'années pour reconstituer les chasses dans les régions les plus dépeuplées, mais on pourra bien avant, voir les prix d'adjudication s'élever progressivement à chaque renouvellement des baux, comme il en a été pour l'Alsace-Lorraine.

Pourquoi les pays annexés ont-ils demandé l'application de l'amodiation obligatoire ? (Car il ne faut pas oublier qu'elle ne leur a pas été imposée.) Parce qu'ils avaient sous les yeux les magnifiques résultats obtenus dans les provinces allemandes.

Il faut que le paysan français se pénètre bien de cette idée que le gibier est un produit du sol comme

le blé et l'avoine, et qu'il n'a pas plus d'intérêt à le laisser détruire qu'à laisser saccager ses récoltes. Il faut qu'il comprenne que la chasse est une *industrie agricole*, qui, bien entendue, ira quelquefois jusqu'à doubler ses revenus et augmentera toujours appréciablement sa prospérité.

*
**

Les adversaires de cette réforme l'ont présentée comme devant amener, lors de sa mise en vigueur, un bouleversement, comme une atteinte au droit de propriété et le prélude du collectivisme. Nous allons montrer qu'il n'en est rien.

Et d'abord le droit de chasse qui appartient librement en France au propriétaire foncier, fait-il nécessairement partie des droits sur le fonds ?

On a soutenu avec quelque apparence de raison, que l'attribution de ce droit au propriétaire était arbitraire, et même contraire au droit naturel et que la faculté de poursuivre les animaux sauvages alors qu'ils sont en état de liberté naturelle devait appartenir à tous (1). Cette théorie nous semble en effet bien plus conforme à notre qualification du gibier : *res nullius* que la liberté limitée de la loi de 1844.

On sait aussi que le droit de chasse a été souvent

1. Voir Giraudeau Lelièvre et Soudée. *La chasse*, 2^e édition, n^o 1.

séparé du droit de propriété dans l'ancienne France. Rien d'essentiel ne lie donc la propriété et le droit de chasse, et nous sommes en face d'une situation de fait créée par la loi.

L'idée que nous avons de la propriété n'a-t-elle pas évolué d'autre part peu à peu ? Qu'aurait dit un Cornélius ou un Fabius, si un Etat sacrilège avait creusé sous son fonds une galerie de mine. C'est pourtant ce qu'on fait journellement sans que les propriétaires puissent s'y opposer, sans qu'ils voient là une atteinte à leurs droits.

N'exproprie-t-on pas fréquemment pour cause d'utilité plus ou moins publique et souvent pour une maigre indemnité ? L'Etat peut donc imposer un certain nombre de servitudes, à condition qu'elles ne diminuent en rien les avantages que le possesseur retire de son fonds, ou que cette diminution soit compensée par une somme d'argent.

Or, *la communalisation obligatoire germanique ne propose pas de retirer au propriétaire le droit de chasse*, chose qui se pourrait à la rigueur justifier, *mais seulement d'en restreindre l'exercice*.

Tous les pays qui ont adopté ce procédé d'amodiation, ont eu soin comme on peut le constater (1)

1. Grand Duché de Bade, loi du 2 décembre 1850, article 1^{er}.

Bavière, loi du 30 mars 1850, article 1^{er}.

Saxe, loi du 1^{er} décembre 1864, article 1^{er} § 1.

d'affirmer en tête de la loi l'inséparabilité du droit de chasse et du droit de propriété.

Ce n'est, en effet, nous l'avons vu, que l'*exercice* de la chasse qui est soumis à certaines conditions et surtout l'*exercice personnel*. Il n'y a donc là aucune mesure d'expropriation. Ce n'est pas du communisme, puisqu'aucun droit n'est enlevé au propriétaire et qu'il s'agit seulement d'en régler les conditions d'exercice.

On a fait aussi cette objection : vous allez retirer aux petits propriétaires le droit de chasse pour le laisser à quelques favorisés de la fortune. Cette affirmation est tout à fait inexacte.

Avec le morcellement actuel de la plupart des fonds, ce droit restreint à la propriété est la plupart du temps illusoire et ne peut être pratiquement exercé. Nous avons constaté d'autre part en Alsace-Lorraine que la communalisation des chasses avait, tout au contraire mis, par leur abondance, des territoires et des territoires giboyeux à la portée des moyennes et des petites bourses.

Il faut savoir si ce que l'on veut entendre par éga-

Wurtemberg — loi du 27 octobre 1855, article 1^{er}.

Prusse — loi du 7 mars 1850, article 1^{er}.

Autriche — patente du 7 mars 1849, article 1^{er}.

Bohême — loi du 1^{er} juin 1866, article 1^{er}.

Hongrie — loi XX de 1883, article 1^{er}, etc.

lité est l'égalité dans la misère, et si, sous le prétexte que tout le monde ne pourra profiter de cette distraction, on veut empêcher un grand nombre de s'y livrer, retirer leur travail aux employés et ouvriers qui en vivent, et enrayer un accroissement de gibier qui permettrait aux humbles d'en manger.

*
* *

C'est une loi en faveur des propriétaires et non pas seulement des chasseurs que nous demandons. Il s'agit de leur rendre l'usage d'un revenu actuellement supprimé.

Remarquons qu'il y a en France plus de 526.000 porteurs de permis et douze millions de propriétaires fonciers. Or, prenons la proportion entre ces cinq cent mille chasseurs et ces douze millions de propriétaires, et nous pourrions constater qu'avec la loi actuelle un chasseur prive environ dix-sept propriétaires d'un revenu qui leur appartient de droit.

Il faut considérer la situation que les usages actuellement en vigueur font à ces derniers qui sont le nombre.

La valeur locative des parcelles considérées isolément étant nulle, n'intéresse pas le petit cultivateur. Il traite son droit en quantité négligeable et comme en France il est légion, par suite du morcellement de la propriété, son apathie, ou pour être plus juste

son incapacité, crée ces immenses étendues qui sont les chasses libres.

Il ne peut défendre son terrain de l'invasion des chasseurs de la localité et des étrangers qui, sachant la chasse libre accourent des quatres points cardinaux.

S'il a une ou plusieurs pièces sur le territoire, en graines ou en légumes, offrant un refuge probable au gibier, tous les chasseurs traversent ces pièces, les battent en tous sens et notre cultivateur ne sait à qui s'adresser si sa récolte est saccagée. C'est lui qui nourrit le gibier ; si un lièvre mange ses carottes il n'a aucun moyen d'obtenir la réparation du dommage.

Il n'y a dans la chasse libre aucun répondant désigné. Ayant tout à souffrir de la chasse et des chasseurs, n'en tirant aucun profit, chassant rarement, le petit cultivateur est favorable au braconnier qui le débarrasse du gibier et par suite du chasseur.

Celui-ci exerce alors ouvertement son industrie. Les couvées sont détruites, les rabouillères sont défoncées. Le collet et l'affût font leur œuvre avec tous les autres modes de braconnage, les bêtes puantes pullulent dans les champs et dans les bois, le plus souvent elles habitent le village même.

On laisse se reproduire en toute tranquillité les buses, les éperviers et toutes les variétés d'oiseaux de proie. Les corneilles sont de plus en plus nom-

breuses ainsi que les geais ; quant à la pie, cet oiseau destructeur par excellence, elle envahit de plus en plus les cantons et commet ses déprédations sans que personne songe à brûler une cartouche sur son individu immangeable et sans valeur.

Ajoutons à ce tableau sombre mais exact la tolérance inqualifiable des autorités en ce qui concerne la divagation des chiens et des chats et nous obtiendrons l'image sincère des bienfaits de la liberté en matière de chasse.

En résumé, le petit propriétaire du sol nourrissant le gibier, supportant ses dégâts ainsi que ceux des chasseurs, ne peut être favorable à la chasse, à moins qu'une loi protectrice de ses intérêts, intervenant par la réunion obligatoire des parcelles, ne donne une valeur cynégétique à son champ, par la mise en adjudication des lots d'un seul tenant, dont il touchera le prix par une répartition basée sur les superficies à la manière du procédé germanique.

*
* *

La communalisation obligatoire telle que nous la comprenons est une mesure essentiellement démocratique et égalitaire. Nous insistons sur cette idée car, une des principales objections que l'on ait faite à cette réforme est celle d'être une mesure d'except-

tion en faveur du petit nombre des privilégiés de la fortune.

Le système sur lequel elle repose est fondé sur une théorie beaucoup plus exacte que celle de notre axiome du gibier *res nullius*, ce vieil adage suranné, emprunté au droit romain.

En principe, le gibier appartient au propriétaire du terrain (1) sur lequel il se trouve, mais on tient compte de ce que le gibier, libre et nomade par essence ne peut vivre sur un espace inférieur à une contenance déterminée.

En raison même de sa nature qui le force à parcourir de grandes étendues de terrain, il ne peut être considéré, revendiqué comme une propriété qu'en tant que son propriétaire occasionnel peut justifier de la possession d'une superficie foncière suffisante non seulement pour faire vivre, mais pour permettre au gibier d'avoir un espace fictif suffisant à ses vols ou à ses randonnées.

On doit considérer, en d'autres termes, qu'avec la division de la propriété, tout propriétaire dont l'étendue foncière n'a pas une contenance donnée, établie proportionnellement à la nature et à la richesse du

1. L'appropriation illicite du gibier est donc un vol, comme le fait de prendre tout ce qui appartient à autrui. Cette théorie facilite considérablement par cette assimilation la répression du braconnage et du recel du gibier.

sol, ne peut suffire à l'entretien du gibier indigène sur cette parcelle de terre, et que le poil et la plume étant obligés pour vivre de s'étendre sur les propriétés voisines, le gibier devient forcément *propriété collective*, dont nul ne peut profiter individuellement sans porter préjudice à ses voisins.

Sur une commune morcelée, le gibier est donc une *copropriété indivise*, et c'est seulement par la mise en commun que chaque ayant droits peut équitablement exploiter sa chasse au prorata de la contenance de sa propriété.

*
* *

On a dit cette réforme inapplicable en France, contraire au caractère français, perturbatrice de trop d'habitudes reçues et de trop de traditions enracinées. Mais n'avons-nous pas l'exemple de l'Alsace-Lorraine et de son passage si facile de l'une à l'autre législation.

Il est évident que cette modification ne se ferait pas sans amener des réclamations, mais on ne peut espérer d'une mesure, si parfaite soit-elle, qu'elle contente absolument tout le monde.

L'Etat a pris en ces dernières années, bien d'autres mesures plus énergiques, et franchement attentatoires celles-là, à la propriété, comme l'expropriation et l'expulsion pure et simple des citoyens français voués à l'état religieux.

Il ne s'agit ici, au contraire, que de fixer les conditions d'exercice d'un droit, comme sont réglées celles du droit de bâtir dans les villes, ou de rouler sur les routes en automobile.

Quelles n'ont pas été les exclamations, les protestations et les fins de non recevoir quand on a prôné pour la première fois l'emploi des engrais chimiques ? Et combien sont aujourd'hui ceux qui ne les emploient pas. Qui parlait autrefois de syndicats agricoles ; et par combien de milliers compte-t-on à présent le nombre des syndiqués. La modification des conditions d'exercice du droit de chasse entrera de même progressivement dans nos mœurs, sans provoquer de graves perturbations.

CONCLUSION

La reconstitution de la chasse en France ne peut s'effectuer d'une manière efficace qu'au moyen de l'application d'un système cynégétique inspiré de celui de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

Le succès de cette réforme en Alsace-Lorraine nous est un sûr garant de la réussite de son application en France.

Elle sera avantageuse pour les cultivateurs, en leur rendant la jouissance d'un revenu supprimé depuis longtemps ; pour les petits chasseurs, en mettant par leur multiplicité, des territoires giboyeux à la portée de leur bourse ; pour les grands chasseurs en leur facilitant la création et l'entretien de leurs chasses, par la vigoureuse répression du braconnage, conséquence de la loi, et la suppression des chasses banales sur leurs limites ; pour les humbles en mettant le gibier à la portée de leur casserole ; enfin pour tous les artisans ou employés qui vivent de la chasse et dont le nombre s'accroîtra dans de grandes proportions, en assurant l'existence et la pros-

périté de l'industrie cynégétique, qui menace à l'heure actuelle de périliter.

Cette réforme diminuera progressivement en attendant de le supprimer le considérable tribut (1) que nous payons à l'étranger principalement à l'Allemagne et à l'Autriche, pour les importations de gibier. Nous pourrions devenir alors nous-mêmes exportateurs et concurrencer l'étranger sur ses propres marchés.

D'une manière générale ce sera là enfin une augmentation sensible de la prospérité du pays.

C'est l'opinion de M. le ministre de l'Agriculture Mougeot qui ne put s'empêcher de la laisser transparaître dans sa fameuse circulaire du 15 janvier 1903. C'est celle de M. Madelin inspecteur des eaux et forêts au ministère de l'agriculture et rapporteur de la question de la communalisation au Congrès de la Chasse (2); c'est celle des dirigeants du Saint-Hubert-Club de France.

1. Voir sur les importations étrangères et l'importance de l'industrie de la chasse le chapitre I de la première partie de cette étude.

2. Les personnes qui liront le rapport de M. Madelin au Congrès pourront y voir une apparente contradiction entre l'opinion que nous lui prêtons et celle qu'il émet dans ce travail. Il a été obligé d'adopter les conclusions de la commission dont il était le rapporteur, qui ne sont pas, nous le tenons de sa propre bouche, les siennes propres.

C'est l'avis de M. Bodmer qui fut chargé par le ministre de l'Agriculture d'aller sur place étudier le régime austro-allemand et auquel nous empruntons ces lignes.

« Il n'est malheureusement que trop certain que la communalisation, livrée à l'initiative privée, n'a aucune chance de réussite, tous les efforts tentés devant se heurter, dans nos campagnes, à des ferments de discorde dont le principal est la jalousie. Pour assurer le succès des essais déjà faits en France il a manqué une mise en demeure forçant les hésitations et la timidité de la grande masse des propriétaires.

« Les résultats obtenus chez nos voisins d'Outre-Rhin ne permettent pas de douter de l'excellence du procédé et on préjuge sans crainte de se tromper que le pays accueillerait avec satisfaction une loi sur la communalisation basée sur ces précédents et dont l'utilité est indiscutable (1). »

C'est enfin l'opinion de tous ceux qui, *sans idée préconçue*, ont impartialement étudié la question de la rénovation de notre chasse française. Tous sont

1. Extrait du « *Rapport à Monsieur le ministre de l'Agriculture par M. H. Bodmer sur la mission qui lui a été confiée pour étudier les questions concernant la chasse en Allemagne et en Autriche-Hongrie* » (1904).

arrivés à cette unique solution, mais malheureusement tous n'ont pas osé l'adopter franchement ne voulant mécontenter personne, et certains en sont alors arrivés à la construction de systèmes hybrides qui n'ont de chaque procédé que les inconvénients.

*
* *

Il ne nous appartient pas d'étudier dans quelles conditions pratiques de détail se peut réaliser la réforme dont nous avons cru démontrer la nécessité ni d'esquisser en ce sens un projet de loi. D'autres l'ont fait avec une entière compétence et les Chambres n'auraient que l'embarras du choix.

Qu'il nous suffise d'avoir exposé en nous appuyant sur des faits incontestables, la supériorité de la communalisation obligatoire germanique en matière d'exercice de chasse, sur le régime de soi-disant liberté de la loi française de 1844.

Comme l'a dit M. Georges Graux à la Chambre (1) et nous ne pourrions mieux terminer que sur ces mots :

« L'expérience est faite. Il faut choisir entre la constitution éventuelle de quelques associations libres, et l'obligation imposée aux petits proprié-
taires »

1. Séance extraordinaire du 23 octobre 1894.

res d'abandonner l'exercice personnel de leur droit de chasse, qui existe en Alsace-Lorraine.

« Le premier système ne donne que des résultats partiels, l'autre constitue une organisation.

« L'un est une réforme platonique, l'autre est une réforme efficace. »

FIN

Vu : le Président de la thèse
SOUCHON

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Lois françaises

Le texte de ces lois se trouve dans la collection *Duvergier lois et décrets* à laquelle nous renvoyons :

Loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse, volume XLIV.

Loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales, v. LXV
p. 286, complété et modifié par la

Loi du 22 décembre 1888, volume XXCVIII, p. 382.

Loi du 21 mars 1884 sur la création des syndicats professionnels, volume XXCIV, p. 174.

Loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes,
volume XC.

Loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association,
volume CI, p. 260.

Code civil, articles 132 et suivants, sur le contrat de société.

Lois étrangères

Alsace-Lorraine. — Loi du 7 février 1881 sur l'exercice de
la chasse. *Annuaire de législation étrangère*;
volume XI, p. 279.

Alsace-Lorraine. — Loi du 7 mai 1883 sur la police de la
chasse. *Idem*, volume XIII, p. 310.

- Loi du 9 juillet 1888 sur les indemnités pour dommages causés par le gibier. Id. volume XVIII, p. 398.
- Prusse.* — Loi de Frédéric-Guillaume IV sur la chasse du 31 octobre 1848.
- Loi du 7 mars 1850 sur l'exercice de la chasse.
- Loi du 1^{er} mars 1873 abolissant le droit de chasse sur la propriété d'autrui dans certaines régions. Ann. de légis. étr., volume III, p. 133.
- Grand-Duché de Bade.* — Loi du 2 décembre 1850 modifiée par celle du 29 avril 1886. Ann. de légis. étr., volume XVI, p. 191.
- Bavière.* — Loi du 30 mars 1850 sur l'exercice de la chasse.
- Wurtemberg.* — Loi du 27 octobre 1855 sur la chasse.
- Saxe.* — Loi du 1^{er} décembre 1864 sur l'exercice de la chasse.
- Code pénal de l'Empire allemand. Ann. de législ. étr., volume I, p. 80.
- Autriche.* — Patente du 7 mars 1849 sur le droit de chasse complétée par l'Ordonnance du Ministre de l'Intérieur du 15 décembre 1852.
- Bohême.* — Loi sur la chasse du 1^{er} juin 1866.
(Voir pour l'Autriche et la Bohême: Exterde. — Sammlung der wichtigeren österreichischen Gesetze, Verordnung und Erlasse im Jagdwesen und Vogelschutz.)
- Hongrie.* — Loi XX sur la chasse de 1883. Ann. de législ. étrangère, volume XIII, p. 381.

- Loi XXIII complémentaire de 1883. Ann. de législ. étre, Volume XIII, p. 392.

Croatie-Slavonie. — Loi du 27 avril 1893 sur la chasse.
Ann. de législ. étr., volume XXIII, p. 274.

Circulaires ministérielles et Rapports

Circulaire du ministre de l'Agriculture sur la communalisation de la chasse du 15 janvier 1903.

Circulaire du ministre de l'Agriculture sur les moyens légaux de communalisation du 15 février 1904.

(On trouvera le texte de ces deux circulaires dans la collection de la Revue du Saint-Hubert Club de France années 1903 et 1904.)

Rapport de M. Ruau, rapporteur du budget de l'agriculture sur la communalisation libre des chasses en France.
Revue du S. H. C. F. Année 1904, p. 429.

Rapport au ministre de l'Agriculture par M. Henri Bodmer « sur la mission qui lui a été confiée pour étudier les questions concernant la chasse en Allemagne et en Autriche-Hongrie » (1904).

Chambres des Députés

Session ordinaire de 1893. — Fascicule 21 du 25 avril 1893.

Proposition de loi sur la chasse adoptée par le Sénat.

Session ordinaire de 1893. — Projet de la loi annexé au pro-

cès-verbal de la première séance du 10 juillet 1893 sur « les syndicats de chasseurs et l'abandon facultatif du droit de chasse au profit des communes ».

Session extraordinaire de 1894. — Projet de la loi de M. Georges Graux annexé au procès-verbal de la séance du 23 octobre 1894 « pour communaliser la chasse suivant le système allemand ».

Session ordinaire de 1898. — Proposition de communalisation de la chasse par M. Morillot à la séance du 20 juin 1898.

Session ordinaire de 1906. — Rapport de M. Mulac annexé au procès-verbal de la deuxième séance du 30 janvier 1906 « sur la création de réserves de chasse ».

Ouvrages divers

Répertoire général alphabétique du Droit Français, par Fuzier-Hermann, volume 10, article Chasse.

Les Pandectes françaises, par Rivière, volumes 15 et 16, article Chasse.

Monmartin (A.). — Considérations sur la liberté de la chasse, 1844, broch. in-8.

Verhaegen (G.). — Recherches historiques sur le droit de chasse et sur la législation de la Chasse, 1873, 1 vol. in-18.

Compte rendu du Congrès International de la Chasse tenu à Paris du 15 au 18 mai 1907. Imprimerie de la Gazette du Palais.

Revue et journaux

Revue de Paris. 1^{er} octobre 1903 : « La réforme de la chasse en France. »

Revue mensuelle du Saint-Hubert-Club de France. Années 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908. Voir au mot communalisation.

Journal La Chasse illustrée. Années 1904, 1906 et 1907. Etudes sur la communalisation par M. Louis Ternier.

Journal L'Acclimation. 20 et 27 janvier 1907. « La chasse se meurt », par M. Collin, docteur en droit.

Journal le Figaro, du 3, 7 et 29 octobre, du 2 novembre 1906. Enquête de M. Manoury auprès des lecteurs sur les avantages et les inconvénients de la communalisation

Journal le Petit Journal, du 25 mai 1903. « La chasse pour tous. »

Journal Le Chasseur Français. « L'industrie de la chasse en Allemagne », par M. G.-F. du Saint, mai 1908.

Journal L'Eclair, du 18 décembre 1907, « Sur l'audace inouïe des braconniers » par M. de Pitray, et du 14 janvier 1908 « Sur l'énorme production de gibier de l'Allemagne ».

Journal Le Temps, du 28 avril 1908. « L'incurie complète des gardes-champêtres pour les délits de chasse », par M. Cunisset-Carnot.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

La reconstitution de la chasse en France

CHAPITRE I. — Etat déplorable de la chasse en France. — Importance de la question. — Les intérêts en jeu	7
CHAPITRE II. — Tendances vers une réforme par la disparition des chasses banales. — La commu- nalisation. — Les circulaires Mougeot	17
CHAPITRE III. — Les systèmes proposés par la circu- laire du 15 janvier 1903 et leur réalisation pra- tique	29
CHAPITRE IV. — La communalisation à la Chambre. — Les initiatives particulières	37
CHAPITRE V. — Les propositions au Congrès de la chasse et son attitude dans la question. — La syndicalisation	45
CHAPITRE VI. — Les résultats obtenus en l'état actuel de la législation	55

DEUXIÈME PARTIE

La propriété privée et le droit de chasse en Europe

CHAPITRE I. — Les divers systèmes adoptés en Portugal, Espagne, Italie, Suisse, Grande-Bretagne, Belgique, Luxembourg et Russie.....	63
CHAPITRE II. — Le régime de la chasse en Allemagne et Autriche-Hongrie	71
CHAPITRE III. — Application du système cynégétique allemand en Alsace-Lorraine. — Ses résultats.	89

TROISIÈME PARTIE

La solution de la crise cynégétique en France

CHAPITRE UNIQUE. — L'application en France de la communalisation obligatoire austro-allemande est le seul procédé efficace de rénovation de la chasse.....	107
CONCLUSION	119
BIBLIOGRAPHIE	125
TABLE DES MATIÈRES	131

